

COMMUNICATION FINANCIERE

COMPTES CONSOLIDES
31 DECEMBRE 2019

COMPTES SOCIAUX
31 DECEMBRE 2019

NOTES AUX COMPTES CONSOLIDES

PREAMBULE

REFERENTIEL COMPTABLE

Les comptes consolidés du Groupe CDG Capital sont établis conformément aux normes comptables internationales (International Financial Reporting Standards – IFRS). Le Groupe n'a pas anticipé l'application des nouvelles normes, amendements et interprétations lorsque l'application en 2019 est optionnelle.

BASES DE PRESENTATION

En l'absence de modèle standard préconisé par le référentiel IFRS, le format des états de synthèse utilisé est conforme au modèle des états de synthèse proposé au chapitre IV du Plan Comptable des Etablissements de Crédit (PCEC).

Les états financiers consolidés sont exprimés en milliers de dirhams, sauf mention contraire.

NOTE 1 : PRINCIPES DE CONSOLIDATION

Les comptes consolidés de CDG Capital sont établis à partir des comptes individuels de CDG Capital et de toutes les entités sur lesquelles elle exerce un contrôle exclusif, contrôle conjoint ou influence notable.

La nature du contrôle détermine la méthode de consolidation à retenir : intégration globale pour les entités contrôlées exclusivement selon la norme IFRS 10 « États financiers consolidés » et la mise en équivalence pour les entreprises associées et les coentreprises selon la norme IAS 28 « Participations dans des entreprises associées et des coentreprises ».

A fin décembre 2019, le périmètre de consolidation du Groupe CDG Capital inclut les entités ci-après :

Dénomination sociale	31/12/19		31/12/18		Méthode de consolidation
	% Intérêt	% Contrôle	% Intérêt	% Contrôle	
CDG Capital	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%	Consolidante
CDG Capital Gestion	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%	Intégration Globale
CDG Capital Bourse	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%	Intégration Globale
CDG Capital Real Estate	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%	Intégration Globale
CDG Capital Private Equity	-	-	100,00%	100,00%	Intégration Globale
CDG Capital Infrastructures	-	-	100,00%	100,00%	Intégration Globale

Les regroupements d'entreprises sont comptabilisés conformément à la méthode de l'acquisition. Dans le cas d'une première consolidation d'une entité, le Groupe procède dans un délai n'excédant pas un an à compter de la date d'acquisition à l'évaluation de tous les actifs, passifs et passifs éventuels à leur juste valeur.

Pour les regroupements d'entreprise intervenus avant le 1^{er} janvier 2007, date de transition au référentiel IFRS pour le Groupe, l'écart d'acquisition (goodwill) est maintenu à son coût présumé qui représente le montant comptabilisé selon les principes comptables marocains, conformément à l'option offerte par la norme IFRS 1 « Première adoption des normes IFRS ».

Les écarts d'acquisition font l'objet d'une revue régulière par le Groupe et de tests de dépréciation dès l'apparition d'indices de perte de valeur et au minimum une fois par an.

NOTE 2 : NOUVELLES NORMES APPLICABLES À COMPTER DU 1^{ER} JANVIER 2019

2.1 IFRS 16 « CONTRATS DE LOCATION »

La norme IFRS 16 est d'application obligatoire pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2019.

Pour la première application de la norme IFRS 16, le Groupe a opté pour l'approche rétrospective simplifiée consistant à comptabiliser l'effet cumulé de la norme en capitaux propres. Cet effet en capitaux propres résulte de la différence entre :

- Un droit d'utilisation et son amortissement déterminés comme si la norme avait été appliquée depuis la date de début du contrat de location, actualisés à la date de première application de la norme ;
- Un passif de location actualisé à la date de première application.

En application des dispositions relatives à l'approche rétrospective simplifiée, les données comparatives relatives à l'exercice 2018 présentées en regard des données de l'exercice 2019 ne sont pas retraitées.

Le Groupe a retenu la possibilité offerte de ne pas appliquer les dispositions de la norme IFRS 16 aux contrats de courte durée et les contrats portant sur des actifs de faible valeur.

Les principales hypothèses utilisées dans l'évaluation des droits d'utilisation et dettes de location sont les suivantes :

- Les durées de location correspondent à la période non résiliable des contrats, complétée le cas échéant des options de renouvellement dont l'exercice est jugé raisonnablement certain ;
- Le taux d'actualisation utilisé pour le droit d'utilisation comme pour le passif de location est le taux d'emprunt marginal pour une durée correspondant à la durée résiduelle des contrats à la date de première application de la norme.

Le tableau ci-après présente les rubriques du bilan ayant fait l'objet d'ajustements par application de la norme IFRS 16 :

En milliers de dirhams	31/12/18	Effet de l'application d'IFRS 16	01/01/19
Actif d'impôt	4 059	1 332	5 391
Immobilisations corporelles	37 951	33 274	71 225
dont valeur brut comptable	101 066	64 089	165 155
dont cumul des amortissements et pertes de valeur	(63 115)	(30 814)	(93 929)
Effet sur le total Actif	42 011	34 606	76 616
Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	3 119 078	36 873	3 155 951
Passifs d'impôt			
Capitaux propres	488 894	(2 268)	486 627
Effet sur le total Passif	3 607 972	34 606	3 642 578

2.2 IFRIC 23 « INCERTITUDES RELATIVES AUX TRAITEMENTS FISCAUX »

Cette interprétation clarifie les modalités de comptabilisation et d'évaluation de l'impôt sur les bénéfices lorsqu'une incertitude existe sur le traitement fiscal à appliquer.

Pour la mise en œuvre de cette interprétation, le Groupe a opté pour la méthode rétrospective partielle, en comptabilisant l'effet cumulatif de la première application dans les capitaux propres du bilan d'ouverture.

NOTE 3 : PRINCIPALES METHODES COMPTABLES

3.1 INSTRUMENTS FINANCIERS

Les actifs financiers sont classés au coût amorti, à la juste valeur par capitaux propres ou à la juste valeur par résultat selon le modèle de gestion et les caractéristiques contractuelles des instruments lors de la comptabilisation initiale.

Les passifs financiers sont classés au coût amorti ou à la juste valeur par résultat lors de la comptabilisation initiale.

Les actifs et les passifs financiers sont comptabilisés au bilan lorsque le Groupe devient partie aux dispositions contractuelles de l'instrument.

Actifs financiers à la juste valeur par résultat

Cette rubrique est constituée des instruments détenus à des fins de transaction, y compris les dérivés, les instruments de capitaux propres pour lesquels l'option d'un classement en juste valeur par capitaux propres n'a pas été retenue, ainsi que les autres instruments de dette qui ne remplissent pas le critère du modèle de gestion « collecte » ou « collecte et vente », ou celui des flux de trésorerie.

Ces instruments financiers sont comptabilisés à leur juste valeur, les frais de transaction initiaux étant directement comptabilisés en compte de résultat. En date d'arrêté, les variations de la juste valeur sont portées en résultat. Il en est de même des revenus, des dividendes et des plus et moins-values de cession réalisées.

Actifs financiers au coût amorti

Les actifs financiers sont classés au coût amorti si les deux critères suivants sont remplis : le modèle de gestion consiste à détenir l'instrument afin d'en collecter les flux de trésorerie contractuels (« collecte ») et les flux de trésorerie sont uniquement constitués de paiements relatifs au principal et d'intérêts sur le principal.

Les actifs financiers sont comptabilisés initialement à leur juste valeur, y compris les coûts de transaction directement imputables à l'opération ainsi que les commissions liées à la mise en place des crédits. Ils sont évalués ultérieurement au coût amorti. Ces actifs financiers font également l'objet dès l'origine d'un calcul de dépréciation pour pertes attendues au titre du risque de crédit.

Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres

Les instruments de dette sont classés en juste valeur par capitaux propres si les deux critères suivants sont réunis : l'objectif du modèle est atteint à la fois par la perception des flux de trésorerie contractuels et la vente des actifs financiers (« collecte et vente »), et les flux de trésorerie sont uniquement constitués de paiements relatifs au principal et d'intérêts sur le principal.

Lors de leur comptabilisation initiale, les actifs financiers sont comptabilisés à leur juste valeur, y compris les coûts de transaction directement imputables à l'opération. Ils sont évalués ultérieurement à la juste valeur et les variations de valeur de marché sont enregistrées en capitaux propres recyclables. Ces actifs financiers font également l'objet d'un calcul de pertes attendues au titre du risque de crédit.

Par ailleurs, les intérêts sont comptabilisés au compte de résultat selon la méthode du taux d'intérêt effectif déterminé à l'origine du contrat.

Dépréciation des instruments financiers

Le modèle de dépréciation pour risque de crédit est fondé sur les pertes attendues. Le Groupe identifie trois strates (buckets) correspondant chacune à une situation spécifique au regard de l'évolution du risque de crédit de la contrepartie depuis la comptabilisation initiale de l'actif :

- Pertes de crédit attendues à 12 mois (« strate 1 ») : si, à la date d'arrêté, le risque de crédit de l'instrument financier n'a pas augmenté de manière significative depuis sa comptabilisation initiale, cet instrument fait l'objet d'une provision pour dépréciation pour un montant égal aux pertes de crédit attendues à 12 mois (résultant de risques de défaut dans les 12 mois à venir).
- Pertes de crédit à maturité pour les actifs non dépréciés (« strate 2 ») : la provision pour dépréciation est évaluée pour un montant égal aux pertes de crédit attendues sur la durée de vie (à maturité) si le risque de crédit de l'instrument financier a augmenté de manière significative depuis la comptabilisation initiale sans que l'actif financier soit déprécié.
- Pertes de crédit attendues à maturité pour les actifs financiers dépréciés (« strate 3 ») : Lorsqu'un actif est déprécié, la provision pour dépréciation est également évaluée pour un montant égal aux pertes de crédit attendues à maturité.

Ce modèle est appliqué à l'ensemble des instruments dans le champ de la dépréciation d'IFRS 9, à l'exception des actifs dépréciés dès leur acquisition ou leur émission et des instruments pour lesquels un modèle simplifié est autorisé.

Augmentation significative du risque de crédit

L'augmentation significative du risque de crédit est apprécié sur une base individuelle en tenant compte de toutes les informations raisonnables et justifiables et en comparant le risque de défaillance sur l'instrument financier à la date de clôture avec le risque de défaillance sur l'instrument financier à la date de la comptabilisation initiale.

L'appréciation de la détérioration repose notamment sur la comparaison des probabilités de défaut et des notations en date de comptabilisation initiale des instruments financiers avec celles existant en date de clôture.

Le Groupe prend en compte des informations prospectives à la fois dans l'estimation de l'augmentation significative du risque de crédit et dans la mesure des pertes de crédit attendues.

Définition du défaut

La définition du défaut est alignée avec la réglementation de Bank AL-Maghrib relative aux créances en souffrance, avec une présomption réfutable que l'entrée en défaut se fait au plus tard au-delà de 90 jours d'impayés.

Mesure des pertes de crédit attendues

Les pertes de crédit attendues sont calculées de manière individuelle, pour chaque exposition.

En pratique, pour les expositions classées en strate 1 et en strate 2, les pertes de crédit attendues sont calculées comme le produit de la probabilité de défaut (PD), la perte en cas de défaut (Loss Given Default, LGD) et le montant de l'exposition en cas de défaut (Exposure at Default, EAD) actualisés au taux d'intérêt effectif de l'exposition. Le Groupe applique une LGD forfaitaire de

45% ; taux dérivé de l'approche standard de Bâle II. Lorsque il n'y a pas suffisamment de données pour calibrer les paramètres du risque (PD, LGD), le calcul de l'ECL est fondé sur les pertes et / ou provisions individuelles observées historiquement sur le portefeuille concerné.

Pour les expositions classées en strate 3, les pertes de crédit attendues sont calculées comme la valeur actualisée au taux d'intérêt effectif des déficits de trésorerie sur la durée de vie de l'instrument.

Détermination de la juste valeur des instruments financiers

Le Groupe détermine la juste valeur des instruments financiers, soit en utilisant des prix obtenus directement à partir de données externes, soit en utilisant des techniques de valorisation fondées sur l'utilisation au maximum de données observables. Dans ces conditions, les instruments financiers évalués à la juste valeur sont répartis selon la hiérarchie ci-après :

- Niveau 1 : les valeurs de marché utilisées correspondent aux prix cotés sur des marchés réglementés, de même que sur des marchés assimilés, dès lors qu'ils sont actifs ; ce qui implique l'existence d'un volume et d'une fréquence suffisants de transactions ainsi qu'une disponibilité continue des prix.
- Niveau 2 : les valeurs de marché sont déterminées avec des techniques de valorisation dont les paramètres significatifs sont observables sur les marchés. Ces techniques sont régulièrement calibrées pour refléter les conditions actuelles du marché
- Niveau 3 : les valeurs de marché sont déterminées avec des techniques de valorisation dont les paramètres significatifs utilisés sont non observables ou ne peuvent être corroborés par des données de marché (par exemple en raison de l'absence de liquidité de l'instrument ou d'un risque de modèle significatif).

Informations prospectives

Le Groupe prend en compte des informations prospectives à la fois dans l'estimation de l'augmentation significative du risque de crédit et dans la mesure des pertes de crédit attendues. CDG capital a fait le choix de mettre en place trois scénarii macro-économiques couvrant un large panel de conditions économiques futures potentielles :

- Un scénario de base qui correspond à la situation actuelle de l'économie marocaine dont la probabilité de réalisation est estimée à 50% ;
- Un scénario optimiste dont la probabilité de réalisation est estimée à 20% ;
- Un scénario adverse où la situation macroéconomique globale du Maroc se dégrade et dont la probabilité de réalisation est estimée à 30%.

Pour l'élaboration desdits scénarii prospectifs, CDG Capital a analysé les principaux facteurs macroéconomiques déterminants et leurs impacts sur le portefeuille actuel. CDG Capital revoit à fréquence annuelle la pertinence et le champ d'application en fonction de l'évolution de la nature et la composition du portefeuille émetteur interne.

Décomptabilisation d'actifs ou de passifs financiers

Le Groupe décomptabilise tout ou partie d'un actif financier (ou d'un groupe d'actifs similaires) lorsque les droits contractuels aux flux de trésorerie de l'actif expirent ou lorsque le Groupe a transféré les droits contractuels à recevoir les flux de trésorerie de l'actif financier et la quasi-totalité des risques et avantages liés à la propriété de cet actif.

Le Groupe décomptabilise un passif financier (ou une partie de passif financier) seulement lorsque ce passif financier est éteint, c'est-à-dire lorsque l'obligation précisée au contrat est éteinte, annulée ou arrivée à expiration.

3.2 IMMOBILISATIONS

Les immobilisations incluent les immobilisations corporelles et incorporelles d'exploitation ainsi que les immeubles de placement. Elles font l'objet d'un test de dépréciation lorsqu'à la date de clôture, d'éventuels indices de perte de valeur sont identifiées, conformément aux dispositions de la norme IAS 36 « Dépréciation d'actifs ».

Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles sont inscrites au bilan à leur coût d'acquisition initial, diminué du cumul des amortissements et des éventuelles pertes de valeur.

Les immobilisations incorporelles identifiables acquises dont la durée d'utilité est définie sont amorties linéairement en fonction de leur propre durée d'utilité dès la date de leur mise en service. Les éléments comptabilisés en immobilisations incorporelles sont constitués essentiellement par des logiciels acquis, comptabilisés à leur coût d'acquisition diminué des amortissements et/ou des dépréciations constatés depuis leur date d'acquisition. Les logiciels créés sont comptabilisés à leur coût de production diminué des amortissements ou des dépréciations constatés depuis leur date d'achèvement.

Les logiciels dont la durée d'utilité est définie sont amortis sur une période allant de 5 à 10 ans.

Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées au coût d'acquisition historique, diminué du cumul des amortissements et, le cas échéant, du cumul des pertes de valeur.

Les coûts d'emprunts relatifs aux capitaux utilisés pour financer les investissements, pendant la période de construction ou d'acquisition, sont intégrés dans le coût historique lorsque les actifs concernés sont éligibles selon la norme IAS 23 « coûts d'emprunts ».

Les coûts d'entretien courants sont comptabilisés en charges de la période à l'exception de ceux qui prolongent la durée d'utilisation ou augmentent la valeur du bien concerné, qui sont immobilisés.

Les amortissements sont pratiqués linéairement en fonction des durées d'utilité des immobilisations corporelles ou de leurs composants.

- Immeubles et constructions :

	CATEGORIE A	CATEGORIE B	CATEGORIE C	CATEGORIE D
COMPOSANTS	Terrassement	Menuiserie extérieure	Étanchéité	Plomberie et sanitaire
	Gros œuvre	Menuiserie intérieure	Électricité	Détection et protection incendie
		Revêtement sol et mur intérieur	Pré cablage tél. & inf.	Ascenseurs
		Revêtement façade	Grands Travaux de Construction	Climatisation VMC
		Faux plafond		Stores
		Cloisons amovibles		Peinture Miroiterie
		Faux plancher informatique		Réseau téléphonique
		Couvre joint de dilatation		Signalisation
		Aménagement extérieur		
	DUREE D'UTILITE	70 ans	30 ans	15 ans

- Autres immobilisations corporelles :

Éléments	Durée d'amortissement
Matériel de transport	5 ans
Matériel de bureau	5 à 10 ans
Mobilier de bureau	10 ans
Matériel informatique	5 ans à 20 ans
Agencements et aménagements	10 ans

L'ensemble de ces dispositions concernant les immobilisations corporelles est également appliqué aux actifs corporels détenus par l'intermédiaire d'un contrat de location financement.

Immeubles de placement

Les immeubles de placement sont des biens immobiliers détenus pour en retirer des loyers et valoriser le capital investi.

Conformément à l'option offerte par la norme IAS 40 « immeubles de placement », les immeubles de placement sont comptabilisés au coût amorti diminué des éventuelles pertes de valeur, avec indication de la juste valeur en annexes.

3.3 CONTRATS DE LOCATION

A partir du 1er janvier 2019, le Groupe applique la norme IFRS 16 « Contrats de location » qui a remplacé la norme IAS 17. Les modalités de transition retenues par le Groupe ainsi que l'effet découlant de la première application sont présentés au point 2.1 ci-dessus.

3.4 ACTIFS NON COURANTS DETENUS EN VUE DE LA VENTE ET ACTIVITES ABANDONNEES

Lorsque le Groupe décide de vendre des actifs non courants, et lorsqu'il est hautement probable que cette vente interviendra dans les douze mois, ces actifs sont présentés séparément au bilan dans le poste « Actifs non courants destinés à être cédés ». Les passifs qui leur sont éventuellement liés sont présentés séparément dans le poste « Dettes liées aux actifs non courants destinés à être cédés ».

Les actifs non courants détenus en vue de la vente et les groupes d'actifs destinés à être cédés sont évalués au plus faible de leur valeur comptable et de leur juste valeur diminuée des coûts de sortie. A compter de la date d'une telle classification, l'actif cesse d'être amorti.

En cas de perte de valeur constatée sur un actif ou un groupe d'actifs et de passifs, une dépréciation est constatée en résultat. Les pertes de valeur comptabilisées à ce titre sont réversibles.

3.5 IMPOTS DIFFERES

La norme IAS 12 « Impôts sur le résultat » impose la comptabilisation d'impôts différés pour l'ensemble des différences temporelles existantes entre les valeurs fiscales et comptables des actifs et des passifs de l'état de la situation financière, à l'exception des goodwill.

Les taux d'impôt retenus sont ceux dont l'application est attendue lors de la réalisation de l'actif ou du passif dans la mesure où ces taux ont été adoptés ou quasi adoptés à la date de clôture de l'exercice.

Le montant d'impôts différés est déterminé au niveau de chaque entité fiscale.

Les actifs d'impôts relatifs aux différences temporelles et aux reports déficitaires ne sont comptabilisés que dans la mesure où il est probable qu'un profit taxable futur déterminé avec suffisamment de précision sera dégagé au niveau de l'entité fiscale.

Les impôts exigibles et/ou différés sont comptabilisés au niveau de l'état du résultat global de la période sauf s'ils sont générés par une transaction ou un événement comptabilisé directement en capitaux propres.

Le calcul des impôts différés ne fait pas l'objet d'une actualisation.

3.6 COUT DU RISQUE

Le coût du risque comprend, au titre du risque de crédit, les dotations et reprises de provisions couvrant les pertes de crédit attendues à 12 mois et à maturité (buckets 1 et 2), les dotations et reprises de provisions des actifs dépréciés (bucket 3), les pertes sur créances irrécouvrables ainsi que les récupérations sur créances amorties.

3.7 PROVISIONS

Le Groupe comptabilise une provision dès lors qu'il existe une obligation actuelle juridique ou implicite envers un tiers qui se traduira par une sortie de ressources, sans contrepartie attendue, nécessaire pour éteindre cette obligation et pouvant être estimée de façon fiable.

Les montants comptabilisés sont actualisés lorsque l'effet du passage du temps est significatif. Cet effet est comptabilisé en résultat financier.

Les passifs éventuels hors regroupement d'entreprises ne sont pas comptabilisés. Toutefois, il y a lieu de les mentionner en annexes s'ils sont significatifs.

NOTE 4 : JUGEMENTS UTILISES DANS LA PRÉPARATION DES ÉTATS FINANCIERS

La préparation des états financiers du Groupe exige du management la formulation d'hypothèses et la réalisation d'estimations qui se traduisent dans la détermination des produits et des charges comme dans l'évaluation des actifs et passifs du bilan et dans la confection des notes annexes qui leur sont rattachées.

Le Groupe procède à ces estimations et appréciations de façon continue sur la base de son expérience passée ainsi que de divers autres facteurs jugés raisonnables qui constituent le fondement de ces appréciations.

Les montants qui figurent dans ses futurs états financiers consolidés sont susceptibles de différer de ces estimations en fonction de l'évolution de ces hypothèses.

Les principales estimations significatives faites par le Groupe portent notamment sur les éléments ci-après :

- Le calcul des pertes de crédit attendues avec plus particulièrement l'évaluation du critère d'augmentation significative du risque de crédit, les modèles et hypothèses utilisés pour la mesure des pertes de crédit attendues, la détermination des différents scénarios économiques et de leur pondération ;
- L'usage de modèles internes pour le calcul de la valeur de marché des instruments financiers non cotés sur un marché actif ;
- des tests de dépréciation effectués sur les actifs incorporels (goodwill principalement)
- des provisions pour risque et charges entrant dans le champ d'application de la norme IAS 37.

6.4. Résultat sur actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres

	31/12/19	31/12/18
Dividendes reçus		
Plus ou moins values sur cession actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	10 447	3 114
Gains ou pertes net	10 447	3 114

6.5. Résultat des autres activités

	31/12/19	31/12/18
Produits de la promotion immobilière		
Produits sur opérations de location simple		
Variations de juste valeur des immeubles de placement		
Participation aux résultats des assurés bénéficiaires de contrat d'assurance		
Autres produits nets de l'activité d'assurances		
Variation des provisions techniques des contrats d'assurances		
Autres produits (charges) nets	118 565	83 959
Produits et charges nets des autres activités	118 565	83 959

6.6. Charges générales d'exploitation

	31/12/19	31/12/18
Charges de personnel	123 282	127 184
Impôts et taxes	3 144	3 847
Services extérieurs et autres charges (1)	60 415	65 147
Total	186 842	196 177

(1) A compter du 1er janvier 2019, suite à l'entrée en vigueur de la norme IFRS 16 «Contrats de location», l'annulation des loyers «location simple» est présenté dans la rubrique « services extérieurs et autres charges» (cf. Note 2.1).

Charges du personnel

	31/12/19	31/12/18
Charges du personnel	123 282	127 184
Salaires et appointements	44 816	52 710
Primes et indemnités	60 887	55 733
Charges de retraite	6 916	7 203
Charges d'assurances sociales	4 741	5 482
Autres charges de personnel	5 922	6 057
Total	123 282	127 184

6.7. Amortissement et dépréciation des immobilisations

	31/12/19	31/12/18
Dotations aux amortissements des immobilisations incorporelles	14 685	8 663
Dotations aux amortissements des immobilisations corporelles	8 924	7 196
Dotations nettes aux provisions pour dépréciations		(1 426)
Total	23 609	14 434

A compter du 1er janvier 2019, suite à l'entrée en vigueur de la norme IFRS 16 «Contrats de location», l'adotations aux amortissements du droit d'utilisation «location simple» est présenté dans la rubrique « amortissement et dépréciation des immobilisations» (cf. Note 2.1).

6.8. Coût du risque

	31/12/19	31/12/18
Dotations aux provisions	100	29 567
Provisions pour dépréciation des prêts et créances	100	1 036
Provisions pour dépréciation des titres		27 927
Provisions pour risques		604
Reprise de provisions	1 057	26 279
Provisions pour dépréciation des prêts et créances		29
Provisions pour dépréciation des titres	890	26 250
Provisions pour risques	168	
Variation des provisions	(957)	3 288
Pertes sur prêts et créances irrécouvrables		
Récupérations sur prêts et créances amorties		
Autres pertes		
Coût du risque	(957)	3 288

6.9. Charge d'impôt reconnue en état du résultat global

	31/12/19	31/12/18
Charge d'impôts courants (1)	52 967	41 824
Charge d'impôts différés	3 143	(6 394)
Charge d'impôts de la période	56 110	35 431

(1) Depuis le 1er janvier 2019, les provisions fiscales relatives à l'impôt sur les bénéfices sont présentées dans la rubrique « charge d'impôts courants» à la suite de l'entrée en vigueur d'IFRIC 23 « incertitudes relatives aux traitements fiscaux» (cf. Note 2.2).

6.10. Résultat de base et résultat dilué par action

	31/12/19	31/12/18
Résultat net part du Groupe	91 402	65 247
Nombre d'actions ordinaires émises	7 800 000	6 300 000
Résultat par action en dirhams	11,72	10,36

NOTE 7 : ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT ET DE GARANTIE

	31/12/19	31/12/18
Engagements de financements et de garantie donnés	1 421 520	1 363 293
Engagements de financement en faveur s'établissements de crédit et assimilés		
- Crédits documentaires import		
- Acceptations ou engagements de payer		
- Ouvertures de crédit confirmés		
- Engagements de substitution sur émission de titres		
- Engagements irrévocables de crédit-bail		
- Autres engagements de financement donnés		
Engagements de financement en faveur de la clientèle	166 832	126 730
- Crédits documentaires import		
- Acceptations ou engagements de payer		
- Ouvertures de crédit confirmés		
- Engagements de substitution sur émission de titres	166 832	126 730
- Engagements irrévocables de crédit-bail		
- Acceptations ou engagements de payer		
- Autres engagements de financement donnés		
Engagements de garantie d'ordre d'établissements de crédit et assimilés		
- Crédits documentaires export confirmés		
- Acceptations ou engagements de payer		
- Garanties de crédits donnés		
- Autres cautions, avals et garantie données		
- Engagements en souffrance		
Engagements de garantie d'ordre de la clientèle	1 254 688	1 236 563
- Garanties de crédits donnés		
- Cautions et garanties en faveur de l'administration publique		
- Autres cautions et garanties données	1 254 688	1 236 563
- Engagements en souffrance		
Engagements de financements et de garantie reçus	509 438	509 438
Engagements de financement recus s'établissements de crédit et assimilés	500 000	500 000
- Ouvertures de crédit confirmés		
- Engagements de substitution sur émission de titres		
- Autres engagements de financement reçus	500 000	500 000
Engagements de garantie recus d'établissements de crédit et assimilés	9 438	9 438
- Garantie de crédits	9 438	9 438
- Autres garanties reçues		
Engagements de garantie recus de l'Etat et d'organismes de garantie divers		
- Garanties de crédits		
- Autres garanties reçues		

NOTE 8 : INFORMATIONS RELATIVES AU TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES

	Capital	Réserves liées au capital	Actions propres	Réserves et résultats consolidés	Gains ou pertes comptabilisés en capitaux propres recyclables	Gains ou pertes comptabilisés en capitaux propres non recyclables	Capitaux propres part groupe	Intérêts minoritaires	Total
Capitaux propres clôture 31 décembre 2018	630 000			554 141	4 820		1 188 961		1 188 961
Changement de méthodes comptables									
Impacts liés à la 1ère application d'IFRS16				(2 268)			(2 268)		(2 268)
Autres variations				(2 711)			(2 711)		(2 711)
Capitaux propres d'ouverture 1er janvier 2019	630 000			549 163	4 820		1 183 982		1 183 982
Opérations sur capital	150 000						150 000		150 000
Paiements fondés sur des actions									
Opérations sur actions propres									
Dividendes				(230 000)			(230 000)		(230 000)
Résultat de l'exercice au 31 Décembre 2019				91 402			91 402		91 402
Immobilisations corporelles et incorporelles : réévaluations et cessions (D)									
Instruments financiers : variations de juste valeur et transfert en résultat (E)					3 962	(13 230)	(9 268)		(9 268)
Ecart de conversion : variations et transferts en Résultat (F)									
Gains ou pertes latents ou différés (D) + (E) + (F)					3 962	(13 230)	(9 268)		(9 268)
Variation de périmètre				(13 765)			(13 765)		(13 765)
Autres variations									
Capitaux propres clôture 31 décembre 2019	780 000			396 800	8 782	(13 230)	1 172 351		1 172 351

NOTE 9 : INFORMATIONS RELATIVES AU TABLEAU DES FLUX DE TRÉSORERIE

FLUX DE TRÉSORERIE	31/12/19	31/12/18
1. Résultat avant impôts (A)	147 513	100 678
2. +/- Dotations nettes aux amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles	23 609	14 434
3. +/- Dotations nettes pour dépréciation des actifs des écarts d'acquisition et des autres immobilisations		
4. +/- Dotations nettes pour dépréciation des actifs financiers	(809)	2 684
5. +/- Dotations nettes aux provisions	(924)	604
6. +/- Quote-part de résultat liée aux sociétés mises en équivalence		
7. +/- Perte nette/gain net des activités d'investissement		
8. +/- Produits/charges des activités de financement		
9. +/- Autres mouvements	(1 847)	(292)
10. = Total (2) à (9) des éléments non monétaires inclus dans le résultat net avant impôt et des autres ajustements (B)	20 029	17 430
11. +/- Flux liés aux opérations avec les établissements de crédits et assimilés	377 703	1 033 106
12. +/- Flux liés aux opérations avec la clientèle	(725 276)	(1 208 104)
13. +/- Flux liés aux autres opérations affectant des actifs ou passifs financiers	(1 135 750)	768 107
14. +/- Flux liés aux autres opérations affectant des actifs ou passifs non financiers	1 407 680	(412 213)
15. - Impôts versés	(53 749)	(66 268)
16. = Diminution/(augmentation) nette des actifs et passifs provenant des activités opérationnelles (Total des éléments 11 à 15) (C)	(129 391)	114 628
17. FLUX NET DE TRÉSORERIE GÉNÉRE PAR L'ACTIVITÉ OPÉRATIONNELLE (Total des éléments A, B et C) (D)	38 151	232 735
18. +/- Flux liés aux actifs financiers et aux participations		
19. +/- Flux liés aux immeubles de placements		
20. +/- Flux liés aux immobilisations corporelles et incorporelles	(59 350)	(10 309)
21. FLUX NET DE TRÉSORERIE LIÉ AUX OPÉRATIONS D'INVESTISSEMENT (Total des éléments 18 à 20) (E)	(59 350)	(10 309)
22. +/- Flux de trésorerie provenant ou à destination des actionnaires	(80 000)	(100 000)
23. +/- Autres flux nets de trésorerie provenant des activités de financement		
24. FLUX NET DE TRÉSORERIE LIÉ AUX OPÉRATIONS DE FINANCEMENT (Total des éléments 22 et 23) (F)	(80 000)	(100 000)
25. Effet de la variation des taux de change sur la trésorerie et équivalents de trésorerie		
26. AUGMENTATION/(DIMINUTION) NETTE DE LA TRÉSORERIE ET DES EQUIVALENTS DE TRÉSORERIE (Total des éléments D, E et F)	(101 199)	122 427
COMPOSITION DE LA TRÉSORERIE	31/12/19	31/12/18
27. TRÉSORERIE ET EQUIVALENTS DE TRÉSORERIE A L'OUVERTURE	293 079	170 652
28. Caisse, banque centrales, CCP (actif & passif)	274 710	287 021
29. Comptes (actif et passif) et prêts /emprunts à vue auprès des établissements de crédit	18 369	(116 369)
30. TRÉSORERIE ET EQUIVALENTS DE TRÉSORERIE A LA CLOTURE	191 880	293 079
31. Caisse, banque centrales, CCP (actif & passif)	21 636	274 710
32. Comptes (actif et passif) et prêts /emprunts à vue auprès des établissements de crédit	170 244	18 369
33. VARIATION DE LA TRÉSORERIE NETTE	(101 199)	122 427

Le tableau de flux de trésorerie est présenté selon le modèle de la méthode indirecte

- Les activités opérationnelles sont représentatives des activités génératrices de produits de CDG Capital et filiales ;
- Les activités d'investissement représentent les flux de trésorerie pour l'acquisition et la cession de participations dans les entreprises consolidées et non consolidées, et des immobilisations corporelles et incorporelles ;
- Les activités de financement résultent des changements liés aux opérations de structure financière concernant les capitaux propres, les dettes subordonnées et les dettes obligataires.

La notion de trésorerie nette comprend la caisse, les créances et dettes auprès des banques centrales et CCP, ainsi que les comptes (actif et passif) et prêts à vue auprès des établissements de crédit.

NOTE 10 : INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES

10.1. Preuve d'impôts

	31/12/19	31/12/18
Résultat net de l'ensemble consolidé	91 402	65 247
Impôts exigibles (IS)	52 967	41 824
Impôts différés	3 143	(6 394)
Total charge fiscale consolidée IFRS	56 110	35 431
Résultat de l'ensemble consolidé avant impôts	147 513	100 678
Taux effectif d'impôt (Total charge fiscale retraitée/résultat comptable IFRS retraité avant impôts)	38,04%	35,19%
Montant de différences de taux mère/filiale	(1 531)	1 820
Impôt sur différences temporelles		
Effet des autres éléments		
Charge fiscale recalculée	54 580	37 251
Taux d'impôt légal au Maroc	37%	37%

10.2. Variation des impôts différés au cours de la période

	31/12/18	Montants reconnus en résultat	Montants reconnus en capitaux propres	31/12/19
Impôt différés actifs	4 059	3 143	(929)	6 274
Impôt différés passifs				
Impôts différés actifs/passifs	4 059	3 143	(929)	6 274

10.3. Datation et événements postérieurs

I. Datation	
Date de clôture de l'exercice	31/12/2019
Date d'établissement des états de synthèse	09 Mars 2020
II. Événements postérieurs au 31/12/2019	
Les impacts du Covid 19 ne peuvent pas être chiffrés à ce stade de manière fine. Néanmoins, nous n'anticipons pas d'impact défavorable significatif sur l'activité.	

NOTE 11 : INFORMATION SECTORIELLE

CDG Capital exerce ses activités sur un seul secteur opérationnel : banque d'investissement.

NOTE 12 : PASSIFS ÉVENTUELS

Conformément à la législation fiscale en vigueur, les exercices 2016 à 2019 ne sont pas prescrits. Les déclarations fiscales du Groupe CDG Capital au titre de l'impôt sur les sociétés (IS), de la TVA et de l'impôt sur les revenus salariaux (IR), relatives aux exercices peuvent faire l'objet de contrôle par l'administration et de rappels éventuels d'impôts et taxes.

Au titre de la période non prescrite, les impôts émis par voie de rôles peuvent également faire l'objet de révision.

NOTE 13 : RISQUES ET ADEQUATION DES FONDS PROPRES

1. DISPOSITIF DE GESTION DES RISQUES

1.1 CADRE GÉNÉRAL ET GOUVERNANCE

La gestion des risques liée aux activités de CDG Capital est une composante permanente et transversale qui intervient dans l'ensemble des phases commerciales, opérationnelles, décisionnelles et de suivi des risques.

La mise en œuvre de la politique de gestion globale des risques est assurée, au sein de CDG Capital, à tous les niveaux organisationnels, notamment par le Conseil d'Administration et une multitude d'instances opérationnelles et décisionnelles.

Les principales catégories de risques gérées sont :

- Risque de crédit ;
- Risque de contrepartie ;
- Risque de concentration ;
- Risque sectoriel ;
- Risque pays ;
- Risque de marché ;
- Risques structurels du bilan (Risques de taux et de liquidité) ;
- Risques opérationnels et Plan de Continuité des Activités.

1.2 RISQUE DE CRÉDIT

Le risque de crédit est défini comme la probabilité qu'une contrepartie (banque, entreprise, office, institution, fonds ou une personne physique) ne remplisse pas ses obligations conformément aux conditions convenues. L'évaluation de cette probabilité de défaut et du taux de recouvrement du prêt ou de la créance en cas de défaut est un élément essentiel dans l'évaluation de la qualité du crédit.

1.2.1 Dispositif de gestion du risque de crédit et de suivi des engagements :

CDG Capital a organisé un corps procédural concernant la maîtrise des risques qui rassemble les concepts, principes et règles à observer durant la vie d'un engagement. Toute opération de crédit/engagement nécessite une analyse approfondie de la capacité du client à honorer ses obligations et de la façon la plus efficace de structurer l'opération, notamment en termes de sûretés, de maturité et de tarification du risque de crédit.

Le Comité de Crédit (CdC) est une instance décisionnelle qui couvre l'ensemble des expositions de la banque, dont le montant dépasse les délégations de pouvoirs en la matière. Il est chargé d'examiner et de statuer sur toute demande de crédit/engagement/exposition de toute nature (activité de marché et de crédit) et contrepartie (entreprise, institution financière, client privé) et sur tout autre dossier que l'entité Risque de Crédit & Suivi des Engagements estime nécessaire de présenter.

Le CGR est une instance décisionnelle émanant du Conseil d'Administration de CDG Capital qui a pour rôle d'examiner et de valider toutes les expositions de la banque, dont le montant est fixé par sa charte.

Le dispositif de gestion du risque de crédit repose sur des processus déclinés suivant les segments de contreparties engagées avec la banque :

Segment Corporate

Au niveau du segment corporate (grandes entreprises, contreparties financements spécialisés et office), le processus de gestion est décliné comme suit :

- Un encadrement au niveau du processus d'octroi des engagements. Ce processus définit le fond de dossier d'engagement comme étant le point de départ de l'analyse des demandes d'engagement. Ce fond de dossier doit être composé de tous les documents nécessaires à la production de l'avis critique de l'entité Risque de Crédit & Suivi des Engagements et de la décision du CdC ou du CGR. Les éléments constitutifs du fond de dossier d'engagement sont insérés au niveau d'une check-list interne ;
- Un système de notation interne dédiée par catégorie de contrepartie ;
- Un dispositif de limites d'exposition calibré sur les notations internes et en respect des seuils prudentiels ;
- Un système de délégation de pouvoir par Direction Métier ;
- Un système d'échéancier interne de revue des dossiers de crédit, indépendant de la maturité des concours bancaires accordés ;
- Un dispositif de gestion des engagements sensibles composé de deux listes de suivi interne ;

Segment des personnes physiques (PP)

Le dispositif de gestion du risque de crédit suit le même processus d'octroi des engagements que celui relatif au marché corporate. Autrement dit, il nécessite une analyse et une appréciation approfondie de la capacité de remboursement de l'emprunteur intégrant le dispositif de garanties proposé.

Autres Segments

Au niveau du segment autre que celui relatif au segment corporate et PP : le dispositif de gestion du risque de crédit repose sur le dispositif de limite interne défini pour chaque contrepartie de la banque. Le calibrage des limites repose sur l'appréciation des fondamentaux économiques et financiers de la contrepartie (y compris notation interne) et sur le respect permanent des seuils prudentiels en la matière.

Par ailleurs, le dispositif de suivi des engagements repose sur la tenue régulière du reporting interne dédié au risque de crédit et au suivi des engagements. Ce dernier reprend l'ensemble des expositions propre de la banque, de toute nature qu'elles soient issues des activités de crédit ou de marché.

La notation interne joue un rôle principal dans le processus d'octroi des engagements et dans la gestion des risques liés aux positions prises par la banque. Elle constitue plus généralement un outil d'aide à l'évaluation, à la décision et au suivi du risque de contrepartie.

CDG Capital dispose à ce jour de trois systèmes de notation interne :

- Le système de notation propre aux grandes entreprises ;
- Le système de notation spécifique aux établissements bancaires (modèle en cours de mise à jour) ;
- Le système de notation propre à la catégorie de contrepartie des financements spécialisés regroupant les financements de projets et l'immobilier professionnel ;

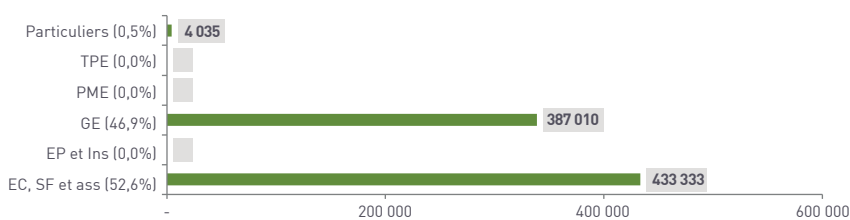
L'exercice de révision des notes est réalisé au moins une fois par an à la réception des liasses fiscales ou encore lors de la revue de portefeuille. Il peut également être provoqué suite à la constatation d'un événement d'alerte.

Dans un objectif de couverture des risques (crédit et contrepartie), auxquels CDG Capital est exposée, la Direction de la Gestion Globale des Risques (DGGR) a mis en place un dispositif de gestion et d'évaluation des garanties recueillies par la banque. Ce dispositif repose sur le principe que la recherche de garantie est recommandée pour tout type de financement.

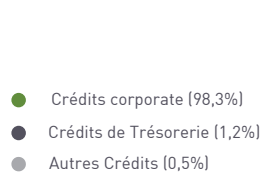
En outre, le risque de contrepartie est la manifestation du risque de crédit à l'occasion d'opérations de marché, d'investissements, et/ou de règlements. Ces opérations comprennent les contrats bilatéraux, que ce soit de gré à gré ou standardisés, qui peuvent exposer CDG Capital au risque de défaut de sa contrepartie. Le montant de ce risque varie au cours du temps avec l'évolution des paramètres de marché affectant la valeur potentielle future des transactions concernées.

1.2.2 Données quantitatives de mesure et de suivi du risque de crédit

La répartition des contreparties de CDG Capital est faite selon une segmentation prudentielle offrant une classification des différents profils de risque. Ci-dessous un aperçu de cette répartition à fin décembre 2019 (en milliers de dirhams):



Le portefeuille des crédits de CDG Capital demeure constitué essentiellement de deux types d'engagement : les crédits corporate et les crédits de trésorerie.



Répartition des engagements «activité de crédit» au 31/12/2019

1.3 RISQUE DE CONCENTRATION :

Le risque de concentration est le risque inhérent à une exposition de nature à engendrer des pertes importantes pouvant menacer la solidité financière de CDG Capital ou sa capacité à poursuivre ses activités essentielles. Le risque de concentration peut découler de l'exposition envers des contreparties individuelles, des groupes d'intérêt, des contreparties appartenant à un même secteur d'activité ou à une même région géographique ou des contreparties dont les résultats financiers dépendent d'une même activité ou d'un même produit de base.

La gestion de ce risque est assurée par l'entité Risque de Crédit & Suivi des Engagements. Cette dernière centralise l'ensemble des expositions portées par les entités et filiales de CDG Capital et permet de disposer en permanence d'un tableau de bord offrant :

- Une vision globale du profil d'exposition aux risques de crédit/contrepartie de la banque et de son évolution ;
- Un outil de pilotage du risque de concentration conformément aux limites internes et réglementaires en vigueur.

1.4 RISQUE PAYS

Le risque pays mesure l'impact potentiel des conditions économiques, financières, politiques ou sociales spécifiques d'un pays étranger sur les créances ou expositions de CDG Capital.

Le dispositif de gestion de ce risque repose sur une combinaison d'analyse des environnements macro et micro économiques et politique du pays et sur les notations externes des souverains attribuées par les agences de rating.

1.5 RISQUES DE MARCHE

1.5.1 Facteurs de risque

Les risques de marché représentent les risques de pertes liées à la variation des paramètres de marché, notamment :

- **Les taux d'intérêt** : le risque de taux correspond au risque de variation de juste valeur ou au risque de variation de flux de trésorerie futurs d'un instrument financier du fait de l'évolution des taux d'intérêt ;
- **Les taux de change** : le risque de change correspond au risque de variation de juste valeur d'un instrument financier du fait de l'évolution du cours d'une devise ;
- **Les prix** : le risque de prix résulte de la variation de prix et de la volatilité des actions et des matières premières, des paniers d'actions ainsi que des indices sur actions ;
- **Les spreads de crédit** : le risque de crédit correspond au risque de variation de juste valeur d'un instrument financier du fait de l'évolution des spreads de crédit sur un émetteur ou sur un panier d'émetteurs. Pour les produits structurés de crédit s'ajoute également le risque de variation de juste valeur lié à l'évolution de la corrélation entre les défauts des émetteurs (base-corrélation).

1.5.2 Modèle interne du risque de marché

L'exposition de CDG Capital aux risques de marché est gérée à travers un ensemble d'indicateurs qui font l'objet d'un suivi permanent et qui sont intégrés dans la gestion opérationnelle des risques de marché au quotidien.

L'élément central du dispositif de contrôle des risques de marché est la Value at Risk (VaR). Développé depuis fin 2010, le modèle interne de VaR est homologué par BAM pour le calcul des fonds propres réglementaires et pilotage des risques de marché depuis mars 2013.

La mise en place du modèle interne des risques de marché a permis de doter la banque d'un véritable outil de pilotage et d'aide à la décision qui couvre l'essentiel des activités de marché.

L'évaluation des risques de marché repose sur la combinaison de plusieurs types d'indicateurs de mesure formalisés dans le dispositif de limites internes (DLI) validé par la Direction Générale, donnant lieu à un encadrement par des limites de différentes natures et faisant l'objet d'un suivi quotidien.

La gestion des dépassements est régie par une procédure interne qui fixe les modalités à observer ainsi que la démarche à suivre pour l'obtention d'une autorisation de dépassement de limites.

1.5.3 Dispositif de stress test et adéquation des fonds propres

Les simulations de scénarios de crise consistent à appliquer des combinaisons de chocs extrêmes aux paramètres de marché dans le but de mesurer l'impact de conditions particulièrement défavorables sur le portefeuille de négociation de la banque.

Le dispositif de stress test constitue un complément au calcul de VaR et les résultats sont un facteur clé dans l'évaluation du niveau des exigences en fonds propres et de l'adéquation de ces derniers compte tenu de l'exposition de la banque aux risques de marché.

À fin décembre 2019, les fonds propres prudentiels absorbent les pertes issues de la réalisation du programme de stress tests. Les ratios tier 1 et de solvabilité demeurent supérieurs aux minimums exigés.

1.6 RISQUES STRUCTURELS DU BILAN

La gestion des risques structurels au sein de CDG Capital constitue une composante transverse qui concerne l'ensemble des activités de la banque, à travers une analyse permanente de la structure du bilan et des profils du risque de taux et de liquidité.

Dans ce sens, le dispositif de gestion des risques structurels, validé par les instances de gouvernance de la Banque, s'inscrit dans le cadre des normes professionnelles et réglementaires, des règles définies par le comité de Bâle ainsi que les recommandations de l'autorité de supervision bancaire.

Le risque de taux d'intérêt se définit comme étant le risque que la situation financière de la banque se dégrade suite à une évolution défavorable des taux d'intérêt.

Le suivi du risque de taux d'intérêt s'appuie principalement sur les gaps cumulés de taux d'intérêt à travers le suivi régulier des indicateurs suivants :

- la chronologie de gaps de taux d'intérêt ;
- l'interprétation des gaps mesurés par tranches d'échéances en vue de prévoir les risques encourus face à une baisse ou à une hausse des taux
- la sensibilité de la marge d'intermédiation aux différents scénarios d'évolution des taux ;
- le comportement de la marge d'intérêt suite à des scénarios de stress.

À fin décembre 2019, les résultats de scénarios de stress, font ressortir une perte maximale de 5% des FP de base, obtenue sous l'hypothèse d'un déplacement parallèle de la courbe de taux de 200 bps.

Le risque de liquidité désigne le risque pour la banque de ne pas pouvoir s'acquitter, dans des conditions normales, des engagements financiers prévus.

Le suivi et le pilotage du risque de liquidité est effectué sur la base de deux approches : une approche à court terme via la mesure du ratio de liquidité à court terme stressé, à savoir le Liquidity Coverage Ratio (LCR) et une approche globale basée sur un matching de la nature et des maturités des ressources avec celles des placements de CDG Capital.

L'approche à court terme consiste en un suivi permanent du respect du coefficient réglementaire de liquidité. Ce coefficient constitue, un moyen de mesure de l'adéquation entre les actifs liquides de haute qualité et les ressources exigibles à vue et/ou à court terme. Ce suivi est complété par des scénarios stress test visant à évaluer la capacité de la trésorerie rapidement mobilisable de la banque à couvrir des sorties massives de liquidités.

CDG Capital s'assure du respect permanent de la limite réglementaire du LCR. Ce dernier affiche un niveau confortable de 136% à fin décembre 2019.

Le comité Asset and Liabilities Committee (ALCO) constitue l'occasion de présenter au management de la banque la synthèse de l'examen régulier du profil de taux et de liquidité de la banque, l'analyse de l'évolution du ratio de liquidité et les résultats des stress tests appliqués.

1.7 RISQUES OPERATIONNELS

Au cours des dernières années, CDG CAPITAL a développé des processus, des outils de gestion et une infrastructure de contrôle pour renforcer la maîtrise et le pilotage des risques opérationnels dans l'ensemble de ces métiers. Ces dispositifs comprennent, entre autres, des procédures générales et spécifiques, une surveillance permanente, des plans de continuité d'activité, des Comités nouveaux produits et des comités dédiés à la surveillance et la gestion de risques opérationnels.

CDG CAPITAL dispose d'un manuel de procédures qui définit les processus opérationnels des différents segments de ses activités. Ces procédures prévoient des règles de gestion, de contrôle et de séparation de fonction. Elles reposent aussi sur un système de délégation de signature qui permet une définition des responsabilités et une meilleure gestion des « back-up ».

Cette organisation a collaboré, à la mise en place de cartographie des risques par lignes métier qui permet d'identifier, d'évaluer et de contrôler l'ensemble des risques opérationnels.

Sécurité de l'information

L'information et plus particulièrement les données numériques constituent une des matières premières principales des activités d'une banque. La dématérialisation quasi achevée, le besoin de rapidité des opérations et leur automatisation toujours plus poussée, renforcent continuellement le besoin de maîtrise du risque relatif à la sécurité de l'information.

CDG Capital dispose d'un Système d'Information (SI) organisé de façon à satisfaire les besoins des pôles métiers dans les meilleures conditions techniques et opérationnelles. On classe les applications en trois catégories :

- Cœur de métier (critique pour l'activité de CDG Capital) ;
- Verticale (SI dédié à une direction de CDG Capital) ;
- Horizontale (Transverse aux directions de CDG Capital).
- La sécurité informatique se traduit à travers 2 principaux axes :
 - Sécurité réseau ;
 - Sécurité opérationnelle et veille de sécurité.

1.8 PLAN DE CONTINUITE DE L'ACTIVITE (PCA)

Les dispositifs de gestion de crise et de continuité d'activité visent à minimiser autant que possible les impacts d'éventuels sinistres sur les clients, le personnel ou les infrastructures, et donc à préserver la réputation de CDG CAPITAL, l'image de ses produits et sa solidité financière. Ils répondent également à une obligation réglementaire. La démarche de mise en place et d'optimisation des dispositifs de continuité d'activité de toute entité de la banque s'appuie sur une méthodologie conforme aux standards. Elle consiste principalement à identifier les menaces qui pèsent sur l'entreprise et leurs effets possibles, à mettre en place une capacité de réponse efficace à divers scénarii de crise.

A ce titre CDG Capital a initié depuis début 2009 la mise en place de son Plan de Continuité d'Activité (y compris la composante Plan de Secours Informatique), afin de se prémunir face à l'éventuelle survenance d'une menace de nature à perturber significativement le bon déroulement de son activité.

2. GESTION DU CAPITAL ET ADEQUATION DES FONDS PROPRES

2.1 DISPOSITIF DE GESTION DU CAPITAL

Le dispositif de capital Management repose sur les principes directeurs suivants :

- La tenue de la production réglementaire, notamment le pilier 1 de Bâle portant sur la mesure des exigences minimales de fonds propres au titre des risques prudentiels de crédit, marché et opérationnel ;
- La mise en place des outils internes d'évaluation de l'adéquation du capital économique au profil global de risque de la banque ;
- Le contrôle permanent de la capacité des fonds propres prudentiels à absorber les pertes issues de l'application des scénarios de chocs et de stress tests adaptés à la nature des risques encourus ;
- Le pilotage dynamique des fonds propres, à travers l'anticipation des projections futures du capital requis, permettant la maîtrise du niveau de solvabilité issu des orientations budgétaires et du business plan de la banque.

Le processus d'optimisation et d'allocation des fonds propres vise :

- L'analyse la rentabilité ajustée par le risque, à travers l'appréciation de la performance d'une activité / engagement compte tenu des risques encourus ;
- L'affectation prioritaire des FP aux activités assurant un profil rendement / risque convenable ;
- Le pilotage de la stratégie de développement (lancement de nouvelles activités, nouveaux produits, etc...).
- Conformité par rapport aux exigences du régulateur en matière de gestion des FP.

2.2 COMPOSITION DES FONDS PROPRES

Les modalités de détermination des fonds propres prudentiels de CDG Capital sont régies par les dispositions de la circulaire N°14/G/2013 relative aux fonds propres des établissements de crédit. A fin décembre 2019, les fonds propres prudentiels de CDG Capital sur base sociale et consolidée sont composés principalement (97%) des fonds propres de catégorie 1. Les fonds propres de catégorie 2 sont composés des plus-values latentes sur titres de placement et des provisions pour risques généraux conformément aux modalités d'inclusion dictées par BAM.

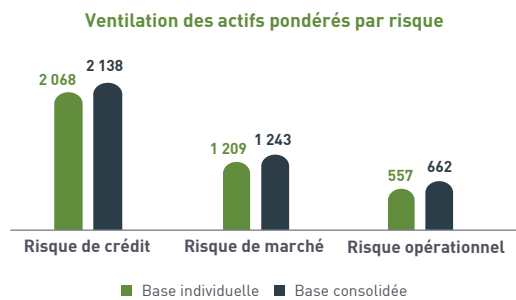
A fin décembre 2019, les fonds propres prudentiels sur base individuelle s'établissent à 769 Mdhs, contre 835 Mdhs sur base consolidée.

2.3 Actifs pondérés et exigences en fonds propres au titre du risque de crédit, risques de marché et risque opérationnel

Les risques pondérés sont calculés selon les approches suivantes :

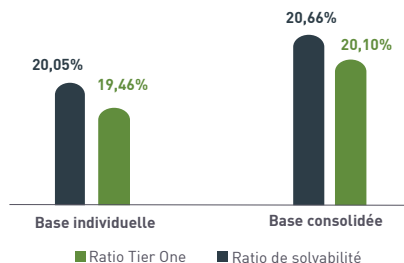
Zone de risque	Approche d'évaluation	Référence réglementaire
Risque de crédit	Méthode standard	Circulaire N° 26/G/2006
Risque de marché pour les produits homologués par la banque centrale	Méthode avancée	Circulaire N° 08/G/2010
Risque de marché relatif aux produits non homologués par la banque centrale	Méthode standard	Circulaire N° 26/G/2006
Risque opérationnel	Méthode indicateur de base	Circulaire N° 26/G/2006

Le graphe ci-dessous présente la ventilation des actifs pondérés à fin décembre 2019 sur base individuelle et consolidée (en millions de dirhams) :



2.4 Ratio des fonds propres de base et Solvabilité

A fin décembre 2019, le ratio de solvabilité sur base individuelle est pratiquement au même niveau que sur base consolidée.



NOTE 14 : DISPOSITIF DE CONTROLE INTERNE

CDG Capital s'est doté depuis sa création d'un système de contrôle interne intégré dont le renforcement continu est au cœur de ses préoccupations. Ce système se base sur les règles de bonne gouvernance, une séparation stricte entre les tâches opérationnelles et les activités de contrôle, un cadrage des responsabilités et une traçabilité intégrale.

Dans ce cadre, CDG Capital a édifié une culture de contrôle interne autour d'un environnement de travail sécurisé et propice au développement durable. Ce dernier est régi par la charte de contrôle interne du groupe CDG CAPITAL et décliné sur le plan opérationnel entre autres par le dispositif et la procédure de contrôle permanent. Notamment, l'ensemble des activités de CDG Capital s'inscrivent dans le cadre d'un système de contrôle à fréquences régulières adaptées à la cotation des risques opérationnels, et ayant pour objectifs de s'assurer que l'ensemble des activités de la banque sont contrôlées et que l'ensemble des risques sont surveillés de façon permanente.

1. DÉFINITION, OBJECTIFS ET NORMES DU CONTRÔLE INTERNE

Le Système de Contrôle Interne « SCI » de CDG Capital se définit par l'ensemble des processus mis en œuvre par la Banque, à tous les niveaux opérationnels et hiérarchiques, destiné à donner, en permanence, une assurance raisonnable quant à la réalisation des objectifs ci-après :

- le respect des procédures internes et orientations du management ;
- la conformité des opérations et des procédures internes aux prescriptions législatives et réglementaires ;
- la fiabilité des conditions de collecte, de traitement, de diffusion et de conservation des données comptables et financières, à l'échelle internes et externes ;
- l'efficacité des systèmes d'information et de communication.

Le système de contrôle interne est aussi en évolution continue en termes de ressources humaines, techniques et logistiques adaptées au développement des activités, aux exigences réglementaires et aux ambitions de la banque de pérenniser un atmosphère de confiance et de bonnes pratiques en interne et vis-à-vis des clients.

2. ORGANISATION DU SYSTEME DE CONTROLE INTERNE

Le dispositif de contrôle interne du Groupe CDG Capital est organisé autour de trois lignes de maîtrise des risques, sous la responsabilité de la direction générale et la supervision du Conseil d'administration. Cette organisation peut être illustrée comme suit :

La **première ligne** de maîtrise est constituée par le management opérationnel qui doit veiller au bon fonctionnement et du déploiement du dispositif de contrôle de premier niveau ; La **deuxième ligne** de maîtrise est opérée par l'entité Contrôle Permanent qui est en charge de la bonne conception et du correct déploiement du dispositif de contrôle permanent en s'appuyant sur les travaux de cartographie des risques de non-conformité et opérationnels. Le contrôle permanent au sein de CDG Capital est mis en œuvre à tous les niveaux organisationnels et est matérialisé et déployé à travers des répertoires de contrôle couvrant l'ensemble des activités, des plans de supervision et de communication et des restitutions consolidées permettant de tirer des enseignements pertinents et de mettre en place les actions nécessaires. Ses composantes permettent, en effet, de détecter et de régulariser en temps opportun toutes anomalies pouvant survenir courant l'exercice des activités de manière à prévenir tout incident éventuel. La **troisième ligne** de maîtrise que représente la direction de l'audit interne. Celle-ci apporte une évaluation indépendante et des revues transverses dans un but d'améliorer le dispositif de contrôle en place.

3. MOYENS AFFECTES AU SYSTEME DE CONTROLE INTERNE

Le Système de Contrôle Interne (SCI) comprend des structures dédiées exclusivement aux activités de contrôle déployées au niveau central. D'autres entités jouent un rôle de support de contrôle interne de par la nature de leurs attributions. Les structures dédiées aux activités de contrôle sont l'audit interne d'une part, et celles en charge de la gestion des risques, du contrôle permanent, et de la conformité d'autre part. Rattachées au pôle « Pilotage et Contrôle », ces dernières ont pour rôle d'animer les filières de contrôle, de veiller à l'application des dispositifs de contrôle et à la régularisation des anomalies relevées en temps opportun, de centraliser les données relatives à la gestion et la prévention des risques, ainsi que d'élaborer des analyses et de produire des indicateurs relatifs au contrôle interne selon leur périmètre d'actions.

4. COORDINATION DU DISPOSITIF CONTRÔLE INTERNE

Le Système de Contrôle Interne (SCI) de CDG Capital et de ses filiales est organisé en filière selon l'approche subsidiaire. Le contrôle fédéral assure le référentiel et le reporting Groupe et les fonctions du contrôle interne des filiales déploient le dispositif de contrôle dans le respect de la réglementation et des normes Groupe. A cet égard, le système de contrôle interne est assuré au niveau des filiales par le biais de correspondants contrôle permanent dédiés aux activités y afférentes. Les moyens humains déployés et leurs attributions sont proportionnels à la taille et à la nature des activités de chaque structure notamment aux exigences réglementaires en la matière.

Deloitte Audit
Bd Sidi Mohamed Ben Abdallah
Bâtiment C - Tour Istis 3 - 1^{er} étage
La Moura - Casablanca
Maroc

101, Boulevard Abdelmoumin
Casablanca
Maroc

GRUPE CDG CAPITAL S.A.

RESUME DE RAPPORT D'AUDIT SUR LES ETATS FINANCIERS CONSOLIDES

EXERCICE DU 1^{er} JANVIER AU 31 DECEMBRE 2019

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés ci-joints de la BANQUE CDG CAPITAL et ses filiales (Groupe CDG CAPITAL), comprenant le bilan au 31 décembre 2019 ainsi que le compte de résultat, l'état du résultat global, l'état de variations des capitaux propres, le tableau des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, et des notes contenant un résumé des principales méthodes comptables et d'autres notes explicatives. Ces états financiers font ressortir un montant de capitaux propres consolidés de 1.172.351 KMAD dont un bénéfice net consolidé de 91.402 KMAD.

La Direction est responsable de l'établissement et de la présentation sincère de ces états financiers, conformément aux Normes Internationales d'Information Financière (IFRS).

Notre responsabilité est d'exprimer une opinion sur ces états financiers sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les Normes de la Profession au Maroc.

À notre avis, les états financiers consolidés cités au premier paragraphe ci-dessus donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de l'ensemble constitué par les entités comprises dans la consolidation au 31 décembre 2019, ainsi que de la performance financière et des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément aux Normes Internationales d'Information Financière (IFRS).

Casablanca, le 27 mars 2020

Les Commissaires aux Comptes

Sakima Bensouda-Korachi
Associée

Taha Ferdaous
Associé

BILAN

ACTIF	31/12/19	31/12/18
Valeurs en caisse, Banques Centrales, Trésor Public	21 625	274 694
Créances sur les établissements de crédit et assimilés	715 355	728 047
. A vue	171 252	7 231
. A terme	544 103	720 815
Créances sur la clientèle	386 565	361 571
. Crédits et financements participatifs de trésorerie et à la consommation	25 247	22 944
. Crédits et financements participatifs à l'équipement	358 999	271 722
. Crédits et financements participatifs immobiliers	1 276	1 463
. Autres crédits et financements participatifs	1 043	65 442
Créances acquises par affectation		
Titres de transaction et de placement	7 809 599	6 330 864
. Bons du Trésor et valeurs assimilées	4 416 460	4 022 585
. Autres titres de créance	2 923 282	2 111 528
. Certificats de Sukuk	41 002	50 192
. Titres de propriété	428 855	146 559
Autres actifs	789 882	876 002
Titres d'investissement		
. Bons du Trésor et valeurs assimilées		
. Autres titres de créance		
. Certificats de Sukuk		
Titres de participation et emplois assimilés	246 136	205 154
. Participation dans les entreprises liées	196 030	204 030
. Autres titres de participation et emplois assimilés	50 106	1 124
. Titres de Moudaraba et Moucharaka		
Créances subordonnées		
Dépôts d'investissement et Wakala Bil Istithmar placés		
Immobilisations données en crédit-bail et en location		
Immobilisations données en Ijara		
Immobilisations incorporelles	44 702	48 390
Immobilisations corporelles	21 473	22 188
TOTAL ACTIF	10 035 338	8 846 910

HORS BILAN

HORS BILAN	31/12/19	31/12/18
ENGAGEMENTS DONNES	2 995 483	2 558 624
Engagements de financement donnés en faveur d'établissements de crédit et assimilés		
Engagements de financement donnés en faveur de la clientèle	166 832	126 730
Engagements de garantie d'ordre d'établissements de crédit et assimilés		
Engagements de garantie d'ordre de la clientèle	1 255 978	1 239 456
Titres achetés à réméré		
Autres titres à livrer	1 572 673	1 222 438
ENGAGEMENTS RECUS	1 220 943	510 075
Engagements de financement reçus d'établissements de crédit et assimilés	500 000	500 000
Engagements de garantie reçus des établissements de crédit et assimilés	9 438	9 438
Engagements de garantie reçus de l'Etat et d'organismes de garantie divers		
Titres vendus à réméré		
Titres de Moucharaka et Moudaraba à recevoir		
Autres titres à recevoir	711 505	637

COMPTE DE PRODUITS ET DE CHARGES

Compte de Produits et de charges	31/12/19	31/12/18
PRODUITS D'EXPLOITATION BANCAIRE	596 700	608 321
Intérêts et produits assimilés sur opérations avec les établissements de crédit	19 543	21 731
Intérêts et produits assimilés sur opérations avec la clientèle	21 546	14 782
Intérêts et produits assimilés sur titres de créance	60 147	71 592
Produits sur titres de propriété et certificats de sukuk	26 129	49 116
Produits sur Titres de Moudaraba et Moucharaka		
Produits sur immobilisations en crédit-bail et en location		
Produits sur immobilisations données en Ijara		
Commissions sur prestations de service	165 532	184 638
Autres produits bancaires	303 802	266 461
Transfert de charges sur dépôts d'investissement et Wakala Bil Istithmar reçus		
CHARGES D'EXPLOITATION BANCAIRE	330 909	330 216
Intérêts et charges assimilées sur opérations avec les établissements de crédit	44 965	35 188
Intérêts et charges assimilées sur opérations avec la clientèle	58 857	88 141
Intérêts et charges assimilées sur titres de créance émis	37 665	35 544
Charges sur titres de Moudaraba et Moucharaka		
Charges sur immobilisations en crédit-bail et en location		
Charges sur immobilisations données en Ijara		
Autres charges bancaires	189 422	171 343
Transfert de produits sur dépôts d'investissement et Wakala Bil Istithmar reçus		
PRODUIT NET BANCAIRE	265 792	278 104
Produits d'exploitation non bancaire	13 281	1 340
Charges d'exploitation non bancaire	283	14
CHARGES GENERALES D'EXPLOITATION	163 069	157 285
Charges de personnel	95 818	92 143
Impôts et taxes	2 290	2 223
Charges externes	42 308	42 139
Autres charges générales d'exploitation	7 329	7 710
Dotations aux amortis. et aux provisions des immob. incorp. et corp.	15 325	13 069
DOTATIONS AUX PROVISIONS ET PERTES SUR CREANCES IRRECOURVABLES	21 000	41 500
Dotations aux provisions pour créances et engagements par signature en souffrance		25 000
Pertes sur créances irrécouvrables		
Autres dotations aux provisions	21 000	16 500
REPRISES DE PROVISIONS ET RECUPERATIONS SUR CREANCES AMORTIES	14 322	31 290
Reprises de provisions pour créances et engagements par signature en souffrance	19	26 279
Récupérations sur créances amorties		
Autres reprises de provisions	14 303	5 011
RESULTAT COURANT	109 043	111 935
Produits non courants		
Charges non courantes	1 924	
RESULTAT AVANT IMPOTS	107 119	111 935
Impôts sur les résultats	25 949	28 475
RESULTAT NET DE L'EXERCICE	81 169	83 460

BILAN

PASSIF	31/12/19	31/12/18
Banques Centrales, Trésor Public, Service des Chèques Postaux		
Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	3 310 291	3 119 069
. A vue	1 533 339	1 122 027
. A terme	1 776 951	1 997 042
Dépôts de la clientèle	1 506 015	2 193 998
. Comptes à vue créditeurs	754 660	1 684 949
. Comptes d'épargne		
. Dépôts à terme	513 831	496 508
. Autres comptes créditeurs	237 523	12 542
Dettes envers la clientèle sur produits participatifs		
Titres de créance émis	1 714 786	1 308 254
. Titres de créance négociables émis	1 714 786	1 308 254
. Emprunts obligataires émis		
. Autres titres de créance émis		
Autres passifs	2 322 414	1 030 623
Provisions pour risques et charges	21 245	35 548
Provisions réglementées		
Subventions, Fonds publics affectés et Fonds spéciaux de garantie		
Dettes subordonnées		
Dépôts d'investissement et Wakala Bil Istithmar reçus		
Ecart de réévaluation		
Réserves et primes liées au capital	190 000	190 000
Capital	780 000	630 000
Actionnaires. Capital non versé (-)		
Report à nouveau (+/-)	109 418	255 959
Résultats nets en instance d'affectation (+/-)		
Résultat net de l'exercice (+/-)	81 169	83 460
TOTAL PASSIF	10 035 338	8 846 910

ETAT DES SOLDES DE GESTION

I - TABLEAU DE FORMATION DES RESULTATS

	31/12/19	31/12/18
1. (+) Intérêts et produits assimilés	101 237	108 105
2. (-) Intérêts et charges assimilés	141 486	158 873
1 - MARGE D'INTERÊT	(40 250)	(50 768)
3. (+) Produits sur financements participatifs		
4. (-) Charges sur financements participatifs		
MARGE SUR FINANCEMENTS PARTICIPATIFS		
5. (+) Produits sur immobilisations en crédit-bail et en location		
6. (-) Charges sur immobilisations en crédit-bail et en location		
RÉSULTAT DES OPÉRATIONS DE CRÉDIT-BAIL ET DE LOCATION		
7. (+) Produits sur immobilisations données en Ijara		
8. (-) Charges sur immobilisations données en Ijara		
RÉSULTAT DES OPÉRATIONS D'IJARA		
9. (+) Commissions perçues	165 532	184 638
10. (-) Commissions servies	7 153	7 415
MARGE SUR COMMISSIONS	158 379	177 224
11. (+/-) Résultat des opérations sur titres de transaction	80 231	76 207
12. (+/-) Résultat des opérations sur titres de placement	24 163	5 003
13. (+/-) Résultat des opérations de change	19 582	20 485
14. (+/-) Résultat des opérations sur produits dérivés	93	6 082
RESULTAT DES OPERATIONS DE MARCHÉ	124 069	107 776
15. (+/-) Résultat des opérations sur titres de Moudaraba et Moucharaka		
16. (+/-) Divers autres produits bancaires	26 655	49 259
17. (+/-) Diverses autres charges bancaires	3 063	5 387
PART DES TITULAIRES DE COMPTES DE DÉPÔTS D'INVESTISSEMENT ET DES MOUWAKIL		
PRODUIT NET BANCAIRE	265 792	278 104
18. (+/-) Résultat des opérations sur immobilisations financières	(11 460)	
19. (+) Autres produits d'exploitation non bancaire	3 741	1 340
20. (-) Autres charges d'exploitation non bancaire	283	14
21. (-) Charges générales d'exploitation	163 069	157 285
RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION	94 721	122 145
22. (-) Dotations nettes des reprises aux provisions pour créances et engagements par signature en souffrance	(19)	(1 279)
23. (-) Autres dotations nettes de reprises aux provisions	(14 303)	11 489
RESULTAT COURANT	109 043	111 935
RESULTAT NON COURANT	(1 924)	
24. (-) Impôts sur les résultats	25 949	28 475
RESULTAT NET DE L'EXERCICE	81 169	83 460

ETAT DES SOLDES DE GESTION (suite)

II - CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT

	31/12/2019	31/12/2018
(+/-) RÉSULTAT NET DE L'EXERCICE	81 169	83 460
20. (+) Dotations aux amortissements et aux provisions des immobilisations incorporelles et corporelles	15 325	13 069
21. (+) Dotations aux provisions pour dépréciation des immobilisations financières	21 000	
22. (+) Dotations aux provisions pour risques généraux		16 500
23. (+) Dotations aux provisions réglementées		
24. (+) Dotations non courantes		
25. (-) Reprises de provisions	14 303	3 585
26. (-) Plus-values de cession des immobilisations incorporelles et corporelles	90	81
27. (+) Moins-values de cession des immobilisations incorporelles et corporelles		14
28. (-) Plus-values de cession des immobilisations financières	9 540	
29. (+) Moins-values de cession des immobilisations financières		
30. (-) Reprises de subventions d'investissement reçues		
(+/-) CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT	93 561	109 377
31. (-) Bénéfices distribués	230 000	230 000
(+/-) AUTOFINANCEMENT	-136 439	-120 623

TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE

	31/12/19	31/12/18
1.(+) Produits d'exploitation bancaire perçus	570 571	559 204
2.(+) Récupérations sur créances amorties		
3.(+) Produits d'exploitation non bancaire perçus	3 651	1 259
4.-) Charges d'exploitation bancaire versées	-330 909	-330 216
5.-) Charges d'exploitation non bancaire versées	-2 207	-14
6.-) Charges générales d'exploitation versées	-147 744	-144 216
7.-) Impôts sur les résultats versés	-25 949	-28 475
I.Flux de trésorerie nets provenant du compte de produits et charges	67 413	57 541
Variation des :		
8.(+) Créances sur les établissements de crédit et assimilés	12 692	-171 815
9.(+) Créances sur la clientèle	-24 994	24 006
10.(+) Titres de transaction et de placement	-1 478 735	968 632
11.(+) Autres actifs	86 140	-165 126
12.(+) Immobilisations données en crédit-bail et en location		
13.(+) Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	191 222	1 052 245
14.(+) Dépôts de la clientèle	-687 984	-1 208 795
15.(+) Titres de créance émis	406 532	-194 694
16.(+) Autres passifs	1 291 791	-309 552
II.Solde des variations des actifs et passifs d'exploitation	-203 336	-5 390
III.FLUX DE TRESORERIE NETS PROVENANT DES ACTIVITES D'EXPLOITATION (I + II)	-135 923	52 151
17.(+) Produit des cessions d'immobilisations financières	17 540	
18.(+) Produit des cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles	122	81
19.-) Acquisition d'immobilisations financières	-69 982	-292
20.-) Acquisition d'immobilisations incorporelles et corporelles	-10 954	-13 667
21.(+) Intérêts perçus		
22.(+) Dividendes perçus	26 129	49 116
IV.FLUX DE TRESORERIE NETS PROVENANT DES ACTIVITES D'INVESTISSEMENT	-37 144	35 530
23.(+) Subventions, fonds publics et fonds spéciaux de garantie reçus		
24.(+) Emission de dettes subordonnées		
25.(+) Emission d'actions	150 000	130 000
26.-) Remboursement des capitaux propres et assimilés		
27.-) Intérêts versés		
28.-) Dividendes versés	-230 000	-230 000
V.FLUX DE TRESORERIE NETS PROVENANT DES ACTIVITES DE FINANCEMENT	-80 000	-100 000
VI.VARIATION NETTE DE LA TRESORERIE (III+ IV +V)	-253 068	-12 319
VII.TRESORERIE A L'OUVERTURE DE L'EXERCICE	274 693	287 012
VIII.TRESORERIE A LA CLÔTURE DE L'EXERCICE	21 625	274 693

PRINCIPALES METHODES D'EVALUATION APPLIQUEES

INDICATION DES METHODES D'EVALUATION APPLIQUEES PAR L'ETABLISSEMENT

CDG Capital est assujettie au plan comptable des établissements de crédit (PCEC)

CREANCES SUR LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT ET ASSIMILES

CREANCES	Bank Al-Maghrib, Trésor Public et Service des Chèques Postaux	Banques au Maroc	Autres établissements de crédit et assimilés au Maroc	Etablissements de crédit à l'étranger	Total 31/12/19	Total 31/12/18
COMPTES ORDINAIRES DEBITEURS	21 625	23 779	10 353	137 098	192 856	281 925
VALEURS RECUES EN PENSION			100 000		100 000	200 041
- au jour le jour						
- à terme			100 000		100 000	200 041
PRETS DE TRESORERIE						
- au jour le jour						
- à terme						43 059
PRETS FINANCIERS		433 333			433 333	466 667
AUTRES CREANCES			22		22	
INTERETS COURUS A RECEVOIR		10 282	488		10 769	11 049
CREANCES EN SOUFFRANCE						
TOTAL	21 625	467 394	110 863	137 098	736 980	1 002 740

CREANCES SUR LA CLIENTELE

CREANCES	Secteur public	Entreprises financières	Secteur privé Entreprises non financières	Autre clientèle	Total 31/12/19	Total 31/12/18
CREDITS DE TRESORERIE			21 771	1 117	22 888	20 005
- Comptes à vue débiteurs			10 156	1 117	11 273	20 005
- Créances commerciales sur le Maroc						
- Crédits à l'exportation						
- Autres crédits de trésorerie			11 614		11 614	
CREDITS A LA CONSOMMATION				2 248	2 248	2 938
CREDITS A L'EQUIPEMENT			358 658		358 658	271 599
CREDITS IMMOBILIERS				1 276	1 276	1 463
AUTRES CREDITS				1 043	1 043	65 437
CREANCES ACQUISES PAR AFFACTURAGE						
INTERETS COURUS A RECEVOIR			341	112	453	127
CREANCES EN SOUFFRANCE						
- Créances pré-douteuses						
- Créances douteuses						
- Créances compromises						
TOTAL			380 770	5 795	386 565	361 571

VENTILATION DES TITRES DE TRANSACTION ET DE PLACEMENT ET DES TITRES D'INVESTISSEMENT PAR CATEGORIE D'EMETTEUR

TITRES	Etablissements de crédit et assimilés	Emetteurs publics	Emetteurs privés		Total 31/12/19	Total 31/12/18
			financiers	non financiers		
TITRES COTES	8 937		220	668	9 825	34 882
BONS DU TRESOR ET VALEURS ASSIMILEES						
OBLIGATIONS						
AUTRES TITRES DE CREANCE						
CERTIFICATS DE SUKUK						
TITRES DE PROPRIETE	8 937		220	668	9 825	34 882
TITRES NON COTES	2 224 607	4 934 570	487 895	118 467	7 765 538	6 261 771
BONS DU TRESOR ET VALEURS ASSIMILEES		4 409 947			4 409 947	4 012 754
OBLIGATIONS	35 394	451 516	40 000	118 467	645 377	691 059
AUTRES TITRES DE CREANCE	2 189 213	32 105	28 864		2 250 182	1 396 089
CERTIFICATS DE SUKUK		41 002			41 002	50 192
TITRES DE PROPRIETE			419 030		419 030	111 677
TOTAL	2 233 544	4 934 570	488 114	119 135	7 775 363	6 296 653

* nets de provisions et hors ICNE

VALEURS DES TITRES DE TRANSACTION ET DE PLACEMENT ET DES TITRES D'INVESTISSEMENT

TITRES	Valeur comptable brute	Valeur actuelle	Valeur de remboursement	Plus-values latentes	Moins-values latentes	Provisions
TITRES DE TRANSACTION	5 035 471	5 131 714	5 131 714			
BONS DU TRESOR ET VALEURS ASSIMILEES	3 978 793	4 070 989	4 070 989			
OBLIGATIONS	79 965	80 134	80 134			
AUTRES TITRES DE CREANCE	936 194	939 589	939 589			
CERTIFICATS DE SUKUK	40 518	41 002	41 002			
TITRES DE PROPRIETE						
TITRES DE PLACEMENT*	2 695 798	2 709 103	2 664 887	15 718	1 364	1 364
BONS DU TRESOR ET VALEURS ASSIMILEES	339 188	340 098	309 400	1 141	0	0
OBLIGATIONS	616 322	619 493	610 880	4 642	1 185	1 185
AUTRES TITRES DE CREANCE	1 311 264	1 313 005	1 308 100	2 424	10	10
TITRES DE PROPRIETE	429 024	436 507	436 507	7 511	169	169
TITRES D'INVESTISSEMENT						
BONS DU TRESOR ET VALEURS ASSIMILEES						
OBLIGATIONS						
AUTRES TITRES DE CREANCE						
CERTIFICATS DE SUKUK						

* hors ICNE

DETAIL DES AUTRES ACTIFS

ACTIF	31/12/19	31/12/18
INSTRUMENTS OPTIONNELS ACHETES		
OPERATIONS DIVERSES SUR TITRES		
DEBITEURS DIVERS	789 882	876 002
Sommes dues par l'Etat	139 694	114 697
Débiteurs divers	509 053	700 589
Produit à recevoir	43 577	46 723
Charges constatées d'avance	253	
Autres comptes	97 305	13 993
TOTAL	789 882	876 002

DETAIL DES AUTRES PASSIFS

PASSIF	31/12/19	31/12/18
INSTRUMENTS OPTIONNELS VENDUS		
OPERATIONS DIVERSES SUR TITRES	2 137 767	870 466
CREDITEURS DIVERS	184 647	160 156
Sommes dues à l'Etat	118 630	100 800
Créditeurs Divers	4 925	37 580
Dettes Fournisseurs	17 787	14 913
Produits constatés d'avance		121
Comptes de Régularisation	43 305	6 743
TOTAL	2 322 414	1 030 623

TITRES DE PARTICIPATION ET EMPLOIS ASSIMILES AU 31/12/19

Dénomination de la société émettrice	Secteur d'activité	Capital social	Participation au capital en %	Prix d'acquisition global	Valeur comptable nette
Participations dans les entreprises liées					
CDG CAPITAL GESTION	GESTION D'ACTIFS	1 000	100%	150 000	150 000
CDG CAPITAL BOURSE	INTERMEDIATION BOURSIERE	27 437	100%	44 510	44 510
CDG CAPITAL REAL ESTATE	"GESTION DE FONDS IMMOBILIERS"	1 000	100%	1 520	1 520
Autres titres de participation					
MAGHREB TITRISATION	TITRISATION	5 000	7,98%	773	773
SOCIETE MAROCAINE DE GESTION DU FCGD	FINANCIER	1 000	0,0%	59	59
SAI MDIQ	IMMOBILIER	1 098 300	6,8%	70 274	49 274
TOTAL PARTICIPATIONS				267 136	246 136
EMPLOIS ASSIMILES					
TOTAL GENERAL				267 136	246 136

IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET CORPORELLES AU 31/12/19

Immobilisations	Montant brut au début de l'exercice	Montant des acquisitions au cours de l'exercice	Montant des cessions ou retraits au cours de l'exercice	Montant brut à la fin de l'exercice	Amortissements et/ou provisions			Cumul	Montant net à la fin de l'exercice
					Montant des amortis. et/ou prov début de l'ex.	Dotations au titre de l'exercice	Montant des amortis. sur immo. sorties		
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	99 068	17 332	12 603	103 797	50 679	8 416		59 095	44 702
- Droit au bail									
- Immobilisations en recherche et développement									
- Autres immobilisations incorporelles d'exploitation	83 069	17 332		100 401	50 679	8 416		59 095	41 306
-Autres immobilisations incorporelles d'exploitation en cours	15 999		12 603	3 396					3 396
- Immobilisations incorporelles hors exploitation									
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	59 187	6 226	396	65 017	36 999	6 909	364	43 544	21 473
- IMMEUBLES D'EXPLOITATION	19 236	1 137		20 372	12 007	1 829		13 836	6 537
. Terrain d'exploitation									
. Agen Amen Inst Immeubles d'exploitation, Bureaux	19 236	1 137		20 372	12 007	1 829		13 836	6 537
. Immeubles d'exploitation, Logements de fonction									
- MOBILIER ET MATERIEL D'EXPLOITATION	39 951	5 089	396	44 644	24 992	5 080	364	29 708	14 937
. Mobilier de bureau d'exploitation	5 980			5 980	2 765	504		3 270	2 711
. Matériel de bureau d'exploitation	994	34	8	1 020	783	66	8	841	179
. Matériel informatique	31 199	4 054	129	35 124	20 737	4 152	129	24 759	10 364
. Matériel roulant rattaché à l'exploitation	1 778	1 001	259	2 520	707	357	227	837	1 682
. Autres matériels d'exploitation									
- AUTRES IMMOB. CORPORELLES D'EXPLOITATION									
- IMMOBILISATIONS CORPORELLES HORS EXPLOITAT.									
. Terrains hors exploitation									
. Immeubles hors exploitation									
. Mobilier et matériel hors exploitation									
. Autres immobilisations corporelles hors exploitation									
Total	158 255	23 557	12 999	168 814	87 677	15 325	364	102 638	66 176

PLUS OU MOINS VALUES SUR CESSIONS OU RETRAITS D'IMMOBILISATIONS

Date de cession ou de retrait	Nature	Montant brut	Amortissements cumulés	Valeur comptable nette	Produit de cession	Plus-values de cession	Moins-values de cession
01/05/2019	Matériel de bureau	8	8				
01/05/2019	Matériel informatique	97	97				
31/05/2019	Matériel informatique	15	15		2	2	
31/05/2019	Matériel informatique	17	17		2	2	
01/09/2019	Matériel de transport	122	122		77	77	
01/09/2019	Matériel de transport	137	105	32	42	10	
TOTAL		396	364	32	122	90	

DETTES ENVERS LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT ET ASSIMILES

DETTES	Etablissements de crédit et assimilés au Maroc			Etablissements de crédit à l'étranger	Total 31/12/19	Total 31/12/18
	Bank Al-Maghrib, Trésor Public et Service des Chèques Postaux	Banques au Maroc	Autres établissements de crédit et assimilés au Maroc			
COMPTES ORDINAIRES CREDITEURS		1 991	59 301		61 292	42 472
VALEURS DONNEES EN PENSION	1 000 835	1 277 429			2 278 264	1 921 619
- au jour le jour		501 779			501 779	430 861
- à terme	1 000 835	775 650			1 776 485	1 490 759
EMPRUNTS DE TRESORERIE		970 000			970 000	1 154 216
- au jour le jour		970 000			970 000	648 477
- à terme						505 739
EMPRUNTS FINANCIERS						
AUTRES DETTES		171			171	218
INTERETS COURUS A PAYER	413	151			564	544
TOTAL	1 001 248	2 249 742	59 301		3 310 291	3 119 069

DEPOTS DE LA CLIENTELE

DEPOTS	Secteur privé				Total 31/12/19	Total 31/12/18
	Secteur public	Entreprises financières	Entreprises non financières	Autre clientèle		
COMPTES A VUE CREDITEURS	1 101	203 418	380 890	39 267	624 676	1 684 949
COMPTES D'EPARGNE						
DEPOTS A TERME		504 907			504 907	489 375
AUTRES COMPTES CREDITEURS		220 382	147 116		367 498	12 542
INTERETS COURUS A PAYER		8 933			8 933	7 134
TOTAL	1 101	937 640	528 006	39 267	1 506 015	2 193 999

TITRE DE CREANCE EMIS

NATURE TITRES (1)	CARACTERISTIQUES				MONTANT	Dont		Montant non amorti des primes d'émission ou de remboursement (en DH)
	Date de jouissance	Date d'échéance	Valeur nominale unitaire	Taux nominal		Mode de remboursement (2)	Entreprises liées	
CERTIFICATS DE DEPOTS	15/03/2019	12/03/2020	100	2,59%	500 000			
CERTIFICATS DE DEPOTS	02/08/2018	02/08/2023	100	3,29%	200 000			
CERTIFICATS DE DEPOTS	06/12/2019	01/09/2020	100	2,49%	300 000			
CERTIFICATS DE DEPOTS	06/12/2019	01/12/2020	100	2,52%	350 000			
CERTIFICATS DE DEPOTS	06/12/2019	01/06/2021	100	2,60%	350 000			
TOTAL					1 700 000			

PROVISIONS AU 31/12/2019

PROVISIONS	31/12/18	Dotations	Reprises	Autres variations	31/12/19
PROVISIONS DEDUITES DE L'ACTIF SUR :	71 376	25 988	6 310	6	91 049
Créances sur les établissements de crédit et assimilés					
Créances sur la clientèle	6 844		19	6	6 819
Titres de placement	52 667	4 988	6 290		51 364
Titres de participation et emplois assimilés		21 000			21 000
Immobilisations en crédit-bail et en location					
Autres actifs	11 866				11 866
PROVISIONS INSCRITES AU PASSIF :	35 548		14 303		21 245
Provisions pour risques d'exécution d'engagements par Signature					
Provisions pour risques de change					
Provisions pour risques généraux	33 923		13 547		20 376
Provisions pour pensions de retraite et obligations similaires					
Provisions pour autres risques et charges	1 625		756		869
Provisions réglementées					
TOTAL	106 925	25 988	20 613	6	112 294

ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT ET DE GARANTIE

ENGAGEMENTS	31/12/19	31/12/18
ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT ET DE GARANTIE DONNES	1 422 810	1 366 186
Engagements de financement en faveur d'établissements de crédit et assimilés		
Crédits documentaires import		
Acceptations ou engagements de payer		
Ouvertures de crédit confirmés		
Engagements de substitution sur émission de titres		
Engagements irrévocables de crédit-bail		
Autres engagements de financement donnés		
Engagements de financement en faveur de la clientèle	166 832	126 730
Crédits documentaires import		
Acceptations ou engagements de payer		
Ouvertures de crédit confirmés	166 832	126 730
Engagements de substitution sur émission de titres		
Engagements irrévocables de crédit-bail		
Autres engagements de financement donnés		
Engagements de garantie d'ordre d'établissements de crédit et assimilés		
Crédits documentaires export confirmés		
Acceptations ou engagements de payer		
Garanties de crédits données		
Autres cautions, avals et garanties donnés		
Engagements en souffrance		
Engagements de garantie d'ordre de la clientèle	1 255 978	1 239 456
Garanties de crédits données		
Cautions et garanties en faveur de l'administration publique		3 319
Autres cautions et garanties données	1 255 978	1 236 137
Engagements en souffrance		
ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT ET DE GARANTIE RECUS	509 438	509 438
Engagements de financement reçus d'établissements de crédit et assimilés	500 000	500 000
Ouvertures de crédit confirmés		
Engagements de substitution sur émission de titres		
Autres engagements de financement reçus	500 000	500 000
Engagements de garantie reçus d'établissements de crédit et assimilés	9 438	9 438
Garanties de crédits	9 438	9 438
Autres garanties reçues		
Engagements de garantie reçus de l'Etat et d'organismes de garantie divers		
Garanties de crédits		
Autres garanties reçues		

REPARTITION DU CAPITAL SOCIAL (EN DIRHAM)

Montant du capital	780 000 000
Montant du capital social souscrit et non appelé	0
Valeur nominale des titres	100

Nom des principaux actionnaires ou associés	Adresse	Nombre de titres détenus Exercice précédent	Nombre de titres détenus Exercice actuel	Part du capital détenue %	Pourcentage des droits de vote détenu
CAISSE DE DEPOT ET DE GESTION	BP 408 PLACE MY HASSAN RABAT	6 299 994	7 799 994	100%	100%
AUTRES		6	6	0%	0%
		6 300 000	7 800 000	100%	100%

CAPITAUX PROPRES

CAPITAUX PROPRES	31/12/18	Affectation du résultat	Autres variations	31/12/19
Réserves et primes liées au capital	190 000			190 000
Réserve légale	50 000			50 000
Autres réserves	140 000			140 000
Capital	630 000		150 000	780 000
Capital appelé	630 000		150 000	780 000
Report à nouveau (+/-)	255 959	-146 540		109 419
Résultat net de l'exercice (+/-)	83 460	-83 460		81 169
Total	1 159 418	-230 000	150 000	1 160 588

ENGAGEMENTS SUR TITRES

	31/12/19	31/12/18
Engagements donnés	1 572 673	1 222 438
Titres achetés à réméré		
Autres titres à livrer	1 572 673	1 222 438
Engagements reçus	711 505	637
Titres vendus à réméré		
Autres titres à recevoir	711 505	637

OPERATIONS DE CHANGE A TERME ET ENGAGEMENTS SUR PRODUITS DERIVES

	Opérations de couverture		Autres opérations	
	31/12/19	31/12/18	31/12/19	31/12/18
Opérations de change à terme			3 269 267	3 424 979
Devises à recevoir			1 077 090	1 604 723
Dirhams à livrer				91 617
Devises à livrer			1 585 762	1 700 791
Dirhams à recevoir			606 415	27 848
Engagements sur produits dérivés			215 289	370 936
Engagements sur marchés réglementés de taux d'intérêt				
Engagements sur marchés de gré à gré de taux d'intérêt			215 289	370 936
Engagements sur marchés réglementés de cours de change				
Engagements sur marchés de gré à gré de cours de change				
Engagements sur marchés réglementés d'autres instruments				
Engagements sur marchés de gré à gré d'autres instruments				

VALEURS ET SURETES RECUES ET DONNEES EN GARANTIE AU 31/12/19

Valeurs et sûretés reçues en garantie	Valeur comptable nette	Rubriques de l'actif ou du hors bilan enregistrant les créances ou les engagements par signature donnés	Montants des créances et des engagements par signature donnés couverts
Bons du Trésor et valeurs assimilées			
Autres titres	465 407		
Hypothèques	233 270		
Autres valeurs et sûretés réelles	3 918 531		
TOTAL	4 617 209		

Valeurs et sûretés donnés en garantie	Valeur comptable nette	Rubriques du passif ou du hors bilan enregistrant les dettes ou les engagements par signature reçus	Montants des dettes ou des engagements par signature reçus couverts
Bons du Trésor et valeurs assimilées	2 783 685		
Autres titres	847 447		
Hypothèques			
Autres valeurs et sûretés réelles			
TOTAL	3 631 132		

VENTILATION DES EMPLOIS ET DES RESSOURCES SUIVANT LA DUREE RESIDUELLE AU 31/12/19

	D ≤ 1 mois	1 mois < D ≤ 3 mois	3 mois < D ≤ 1 an	1 an < D ≤ 5 ans	D > 5 ans	TOTAL
ACTIF						
Créances sur les établissements de crédit et assimilés	182 021	100 000			433 333	715 355
Créances sur la clientèle	12 842	4	756	38 934	334 028	386 565
Titres de créance		183 423	513 039	5 440 740	1 243 542	7 380 744
Créances subordonnées						
Dépôts d'investissement et Wakala Bil Isthitmar placés						
Crédit-bail et assimilé						
Ijara						
TOTAL	194 864	283 428	513 795	5 479 674	2 010 903	8 482 664
PASSIF						
Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	3 310 291					3 310 291
Dettes envers la clientèle	1 459 864	46 151				1 506 015
Titres de créance émis	860 948		503 234		350 604	1 714 786
Emprunts subordonnés						
Dépôts d'investissement et Wakala Bil Isthitmar reçus						
TOTAL	5 631 102	46 151	503 234		350 604	6 531 091

CONCENTRATION DES RISQUES SUR UN MEME BENEFICIAIRE AU 31/12/19

NOMBRE DE BENEFICIAIRES	TOTAL ENGAGEMENT
26	4 419 269

*Expositions dépassant individuellement 10% des fonds propres prudentiels

VENTILATION DU TOTAL DE L'ACTIF, DU PASSIF ET DU HORS BILAN EN MONNAIE ETRANGERE

BILAN	31/12/19
ACTIF :	137 098
Valeur en caisse, Banques centrales, Trésor public, Service des chèques postaux	
Créances sur les établissements de crédit et assimilés.	137 098
Créances sur la clientèle	
Titres de transaction et de placement et invest	
Autres actifs	
Titres de participation et emplois assimilés	
Créances subordonnées	
Immobilisations données en crédit-bail et location	
Immobilisations incorporelles et corporelles	
PASSIF :	
Banques centrales, Trésor public, Service des chèques postaux	
Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	
Dépôts de la clientèle	
Titres de créance émis	
Autres passifs	
Subventions, fonds publics affectés et fonds spéciaux de garantie	
Dettes subordonnées	
HORS BILAN	31/12/19
Engagements donnés	1 764 150
Engagements reçus	1 159 143

MARGE D'INTERET

	31/12/19	31/12/18
INTERETS PERCUS	101 237	108 105
Intérêts et produits assimilés sur opérations avec les EC	19 543	21 731
Intérêts et produits assimilés sur opérations avec la clientèle	21 546	14 782
Intérêts et produits assimilés sur titres de créance	60 147	71 592
INTERETS SERVIS	141 486	158 873
Intérêts et charges assimilés sur opérations avec les EC	44 965	35 188
Intérêts et charges assimilés sur opérations avec la clientèle	58 857	88 141
Intérêts et charges assimilés sur titres de créance émis	37 665	35 544

PRODUITS SUR TITRES DE PROPRIETE

CATEGORIE DES TITRES	31/12/19	31/12/18
Titres de placement	529	577
Titres de participation		
Participations dans les entreprises liées	25 600	48 539
Titres de l'activité de portefeuille		
Emplois assimilés		
TOTAL	26 129	49 116

COMMISSIONS

Commissions	31/12/19	31/12/2018
COMMISSIONS PERCUES	165 532	184 638
Commissions sur Fonctionnement de compte	374	
Commissions sur Actifs en gestion ou en dépôt	145 000	161 260
Produits sur Activités de conseil et d'assistance	18 902	22 290
Autres commissions sur prestations de services	1 257	1 088
COMMISSIONS SERVIES	7 153	7 415
Charges sur moyens de paiement	1 410	914
Commissions sur achats et vente	193	347
Commissions sur droits de garde	4 748	5 071
Autres charges sur prestations	801	1 083

RESULTAT DES OPERATIONS DE MARCHÉ

PRODUITS ET CHARGES	31/12/19	31/12/18
PRODUITS	303 276	266 318
Gains sur les titres de transaction	235 320	145 594
Plus value de cession sur titres de placement	25 138	6 396
Reprise de provision sur dépréciation des titres de placement	6 290	6 343
Gains sur les produits dérivés	1 837	7 466
Gains sur les opérations de change	34 692	100 519
CHARGES	179 207	158 542
Pertes sur les titres de transaction	155 089	69 388
Moins value de cession sur titres de placement	2 277	37
Dotation aux provisions sur dépréciation des titres de placement	4 988	7 698
Pertes sur les produits dérivés	1 744	1 384
Pertes sur opérations de change	15 110	80 034
RESULTAT	124 069	107 776

CHARGES GENERALES D'EXPLOITATION

CHARGES	31/12/19	31/12/18
Charges de personnel	95 818	92 143
Rémunérations du personnel	66 135	63 873
Charges sociales	9 768	8 960
Autres charges	19 915	19 310
Impôts et taxes	2 290	2 223
Charges externes	42 308	42 139
Autres charges générales d'exploitation	7 329	7 710
Dotations aux amortissements et aux provisions des immobilisations corporelles et incorporelles	15 325	13 069
TOTAL	163 069	157 284

AUTRES PRODUITS ET CHARGES

	31/12/19	31/12/18
AUTRES PRODUITS ET CHARGES BANCAIRES	114 380	95 118
Autres produits bancaires	303 802	266 461
Autres charges bancaires	189 422	171 343
PRODUITS ET CHARGES D'EXPLOITATION NON BANCAIRES	12 998	1 325
Produits d'exploitation non bancaires	13 281	1 340
Charges d'exploitation non bancaires	283	14
DOTATION AUX PROVISIONS ET PERTES SUR CREANCES IRRECOUVRABLES	21 000	41 500
REPRISES DE PROVISIONS ET RECUPERATIONS SUR CREANCES AMORTIES	14 322	31 290
PRODUITS ET CHARGES NON COURANTS	1 924	
Produits non courants		
Charges non courantes	1 924	

VENTILATION DES RESULTATS PAR METIER OU PAR POLE D'ACTIVITE ET PAR ZONE GEOGRAPHIQUE DU 1ER JANVIER 2019 AU 31 DECEMBRE 2019

1- VENTILATION PAR POLE D'ACTIVITE

POLE D'ACTIVITE	PRODUIT NET BANCAIRE	RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION	RESULTAT AVANT IMPOT
- Activité banque d'affaires	265 792	94 721	107 119
- Autres activités			
TOTAL	265 792	94 721	107 119

2- VENTILATION PAR ZONE GEOGRAPHIQUE

POLE D'ACTIVITE	PRODUIT NET BANCAIRE	RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION	RESULTAT AVANT IMPOT
- MAROC	265 792	94 721	107 119
- Autres zones			
TOTAL	265 792	94 721	107 119

PASSAGE DU RESULTAT NET COMPTABLE AU RESULTAT NET FISCAL AU 31/12/19

INTITULES	MONTANTS(+)	MONTANTS(-)
I - RESULTAT NET COMPTABLE	81 170	
. Bénéfice net	81 170	
. Perte nette		
II - REINTEGRATIONS FISCALES	29 396	
1- Courantes	1 523	
- Charges sur exercices antérieurs	483	
- Pénalités		
- Charges à réintégrer dot aux provisions		
- Charges non déductible	1 040	
- Excédent d'amortissements voitures		
2- Non courantes	27 873	
- Impôts sur les sociétés	25 949	
- Contribution à la solidarité	1 924	
III - DEDUCTIONS FISCALES		40 432
1- Courantes		40 432
- Produits des titres de participations et placement		26 129
- Reprise de provisions sur créances		14 303
2- Non courantes		
TOTAL	110 565	40 432
IV - RESULTAT BRUT FISCAL		
. Bénéfice brut si T1 > T2 (A)		70 133
. Déficit brut fiscal si T2 > T1 (B)		
V - REPORTS DEFICITAIRES IMPUTES (C) (1)		
. Exercice n-4		
. Exercice n-3		
. Exercice n-2		
. Exercice n-1		
VI - RESULTAT NET FISCAL		
. Bénéfice net fiscal (A - C) OU		70 133
. Déficit net fiscal (B)		
VII - CUMUL DES AMORTISSEMENTS FISCALEMENT DIFFERES		
VIII - CUMUL DES DEFICITS FISCAUX RESTANT A REPORTER		
. Exercice n-4		
. Exercice n-3		
. Exercice n-2		
. Exercice n-1		
(1) Dans la limite du montant du bénéfice brut fiscal (A)		
. Exercice n-1		

DETERMINATION DU RESULTAT COURANT APRES IMPOTS

I.DETERMINATION DU RESULTAT	31/12/19
. Résultat courant d'après le compte de produits et charges (+ ou -)	109 043
. Réintégrations fiscales sur opérations courantes (+)	1 523
. Déductions fiscales sur opérations courantes (-)	40 432
. Résultat courant théoriquement imposable (=)	70 133
. Impôt théorique sur résultat courant (-)	25 949
. Résultat courant après impôts (=)	83 093

II. INDICATIONS DU REGIME FISCAL ET DES AVANTAGES OCTROYES PAR LES CODES DES INVESTISSEMENTS OU PAR DES DISPOSITIONS LEGALES SPECIFIQUES

NEANT

DETAIL DE LA TAXE SUR LA VALEUR AJOUTEE AU 31/12/19

NATURE	Solde au début de l'exercice 1	Opérations comptables de l'exercice 2	Déclarations TVA de l'exercice 3	Solde fin d'exercice (1+2-3=4)
A. TVA collectée	31 869	192 333	148 116	76 086
B. TVA à récupérer	3 440	15 741	14 003	5 178
. Sur charges	2 691	14 284	12 818	4 157
. Sur immobilisations	749	1 457	1 185	1 021
C. TVA due ou crédit de TVA = (A-B)	28 429	176 593	134 113	70 908

PASSIFS EVENTUELS

"Conformément à la législation fiscale en vigueur, les exercices 2016 à 2019 ne sont pas prescrits. Les déclarations fiscales du Groupe CDG Capital au titre de l'impôt sur les sociétés (IS), de la TVA et de l'impôt sur les revenus salariaux (IR), relatives aux dits exercices peuvent faire l'objet de contrôle par l'administration et de rappels éventuels d'impôts et taxes.

Au titre de la période non prescrite, les impôts émis par voie de rôles peuvent également faire l'objet de révision."

AFFECTATION DES RESULTATS INTERVENUE AU COURS DE L'EXERCICE

A- Origine des résultats affectés	Montants	B- Affectation des résultats	Montants
Décision de l'AGO du 29/03/2019			
		RESERVES FACULTATIVES	
Report à nouveau	255 959	Dividendes	230 000
Résultats nets en instance d'affectation		RAN	109 418
Résultat net de l'exercice	83 460		
Prélèvements sur les bénéfices			
Autres prélèvements			
TOTAL A	339 418	TOTAL B	339 418

EFFECTIFS

EFFECTIFS	31/12/2019	31/12/2018
Effectifs rémunérés	158	163
Effectifs utilisés	158	163
Effectifs équivalent plein temps	158	163
Effectifs administratifs et techniques (équivalent plein temps)		
Effectifs affectés à des tâches bancaires (équivalent plein temps)	158	163
Cadres (équivalent plein temps)	153	156
Employés (équivalent plein temps)	5	7
dont effectifs employés à l'étranger		

DATATION ET EVENEMENTS POSTERIEURS

I. DATATION

. Date de clôture (1) 31- décembre-2019
 . Date d'établissement des états de synthèse (2) 09-mars-2020

(1) Justification en cas de changement de la date de clôture de l'exercice

(2) Justification en cas de dépassement du délai réglementaire de trois mois prévu pour l'élaboration des états de synthèse.

II. EVENEMENTS NES POSTERIEUREMENT A LA CLOTURE DE L'EXERCICE NON RATTACHABLES A CET EXERCICE ET CONNUS AVANT LA 1ERE COMMUNICATION EXTERNE DES ETATS DE SYNTHESE

. Les impacts du Covid 19 ne peuvent pas être chiffrés à ce stade de manière fine. Néanmoins, nous n'anticipons pas d'impact défavorable significatif sur l'activité.

Dates	Indications des événements
	. Favorables
	. Défavorables

NEANT

TITRES ET AUTRES ACTIFS GERES OU EN DEPOTS AU 31/12/2019

TITRES	Nombre de comptes	Montants en milliers de DH
	31/12/19	31/12/19
Titres dont l'établissement est dépositaire	559	121 778 040
Titres gérés en vertu d'un mandat de gestion	3	2 308 419
Titres d'OPCVM dont l'établissement est dépositaire	55	73 467 659
Titres d'OPCVM gérés en vertu d'un mandat de gestion		
Autres actifs dont l'établissement est dépositaire	501	46 001 963
Autres actifs gérés en vertu d'un mandat de gestion		

RESEAU

RESEAU	31/12/19	31/12/18
Guichets permanents	1	1
Guichets périodiques		
Distributeurs automatiques de banque et guichets automatiques de banque		
Succursales et agences à l'étranger		
Bureaux de représentation à l'étranger		

COMPTES DE LA CLIENTELE

COMPTES DE LA CLIENTELE	31/12/19	31/12/18
Comptes courants	385	363
Comptes chèques des marocains résidant à l'étranger		
Autres comptes chèques	1 977	1 968
Comptes d'affacturage		
Comptes d'épargne		
Comptes à terme	9	8
Bons de Caisse		
Autres comptes de dépôts	9	17
Total	2 380	2 356

LISTE DES ETATS "NEANT" :

- A2 ETAT DES DEROGATIONS
- A3 ETAT DES CHANGEMENTS DE METHODES
- B7 CREANCES SUBORDONNEES
- B15 SUBVENTIONS FONDS PUBLICS AFFECTES
- B16 DETTES SUBORDONNEES



Bd Sidi Mohammed Housheh
Bâtiment C - Tour Ivoire 3 - 3^{ème} étage
La Marina - Casablanca
Maroc



101, Boulevard Abdelmoumen
Casablanca
Maroc

CDG CAPITAL S.A.

RESUME DE RAPPORT GENERAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

EXERCICE DU 1^{er} JANVIER AU 31 DECEMBRE 2019

Conformément à la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des états de synthèse ci-joints de la BANQUE CDG CAPITAL S.A., comprenant le bilan, le compte de produits et charges, l'état des soldes de gestion, le tableau des flux de trésorerie, et l'état des informations complémentaires (ETIC) relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2019. Ces états de synthèse font ressortir des capitaux propres et assimilés de 1.160.588 KMAD dont un bénéfice net de 81.169 KMAD.

La direction est responsable de l'établissement et de la présentation sincère de ces états de synthèse, conformément au référentiel comptable admis au Maroc.

Notre responsabilité est d'exprimer une opinion sur ces états de synthèse sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les Normes de la Profession au Maroc et compte tenu des dispositions légales et réglementaires en vigueur.

Nous certifions que les états de synthèse cités au premier paragraphe ci-dessus sont réguliers et sincères et donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la BANQUE CDG CAPITAL S.A. au 31 décembre 2019 conformément au référentiel comptable admis au Maroc.

Vérifications et informations spécifiques

Nous avons procédé également aux vérifications spécifiques prévues par la loi et nous nous sommes assurés notamment de la concordance des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'Administration destiné aux actionnaires avec les états de synthèse de la banque.

Casablanca, le 27 mars 2020

Les Commissaires aux Comptes



Deloitte Audit
Sakina Bensouda-Korachi
Associée



Mazars Audit et Conseil
Taha Ferdaous
Associé

CDG CAPITAL

Tour Mamounia,
Place Moulay El Hassan,
Rabat - Maroc
Tél. : 05 37 66 52 52
Fax : 05 37 66 52 00
E-mail : confi@cdgcapital.ma
www.cdgcapital.ma